Vol 6 • # 36 • Du 20 au 26 Mars 2013
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



L'AVENIR DE LA COOPÉRATION VÉNÉZUÉLIENNE EN HAÏTI ?

Voir page 4

L'avenir du Venezuela est entre les mains d'un peuple qui a longuement et fermement affirmé sa détermination de continuer à soutenir et à défendre – à travers le nouveau président intérimaire Nicolás Maduro – la ligne politique révolutionnaire, socialiste et internationaliste du Comandante Hugo Chavez.



QUAND LE PEUPLE SE SOULÈVE CONTRE LA MAUVAISE GOUVERNANCE !

Voir page 4

Les habitants du Fort-National, qui n'ont jamais cessé de dénoncer le régime kaletèt de Martelly continuent de protester contre ces mauvaises conditions de vie qui font d'eux des éternelles victimes.



Belladère : Des commerçants-es haïtiens réclament un meilleur traitement dans les marchés frontaliers

Page 3

English

Page 9



Le Parc Industriel de Caracol : A qui profitera le pari ?

Page 7



Entretien de Bachar el-Assad avec le Sunday Times !

Page 10



Venezuela : Hugo Chavez repose parmi les siens !

Page 17

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

Une fuite dans l'horreur!

Par Berthony Dupont

Un anniversaire devenu synonyme non pas de joie, mais de misère accrue, non pas de fierté nationale, mais d'abaissement et d'asservissement du pays ; non pas de délivrance mais de retour à la servitude, à la répression et à la terreur. Aujourd'hui 20 mars 2013 ramène l'anniversaire du deuxième tour de l'élection de la honte, de l'élection mascarade, illégale de la Communauté internationale en Haiti pour remettre le pouvoir à leur homme de main, leur bourreau ex-membre du FRAPH, Joseph Michel Martelly.

Cette élection donna lieu à la concrétisation d'une gifle terrible que les décideurs de Washington caressaient de nous appliquer, gifle doublée d'une grande déception puisque Martelly n'a fait que réitérer sa volonté de poursuivre avec la plus grande fidélité la politique duvaliériste.

Le bilan de ces deux années déjà est à cet égard tragiquement éloquent surtout dans le domaine des atteintes aux libertés et aux droits les plus élémentaires tout particulièrement dans le pays. L'histoire le démontre amplement, les premières tâches de ces laquais catapultés à la Suprême Magistrature de l'Etat sont d'anéantir tous les acquis démocratiques, les idéaux de justice et d'indépendance du peuple haïtien pour revenir au statu quo ante.

Que devrions-nous attendre d'un homme qui n'a pas un brin de fierté nationale, n'ayant jamais connu la valeur de l'esprit souverain et qui est arrivé au pouvoir par la force de la terreur et de la corruption ajoutée à la fraude. A quoi d'autre devrions-nous nous attendre de lui aujourd'hui à pied d'œuvre pour organiser des élections législatives dans le pays, s'étant chargé lui-même de concocter un Conseil électoral dans la perspective de faire avancer ses tortueux projets de se maintenir au pouvoir au-delà de son mandat constitutionnel.

En vérité, nous sommes en face d'une crise de confiance nationale quand le leadership haïtien se laisse ballotter entre des étrangers hostiles et un bâtard de politicien. Il a fallu toutes sortes de combines tortueuses pour en arriver à la composition du conseil électoral baptisé pour la circonstance Collège transitoire du Conseil Electoral Permanent (CTCEP) qui ne sera autre chose qu'un énorme appareil répressif que Martelly mettra en marche avec les complicités des forces exploiteuses internationales pour s'assurer un semblant de légalité ; alors que tout cela ne vise qu'à pérenniser son pouvoir et assurer la domination impériale sur le pays.

A ce stade, il est impardonnable que les citoyens gardent le silence ou restent dans l'expectative devant ce drame cynique, et l'horreur en perspective que couve ce pouvoir. Quelle conscience conséquente ne s'éveillerait pas, ne se révolterait pas à voir que c'est sur fond d'arbitraire systématique que le pays s'effondre dans l'abîme ?

Fidèle à ses intérêts et à sa stratégie impérialistes, Washington par la filière de son ambassade en Haiti ne modifiera pas d'un iota sa politique afin de maintenir sa domination. C'est à cette fin que dans un communiqué l'ambassade a eu à déclarer triomphalement en parlant de Martelly : « Nous comptons sur son ferme leadership pour faire avancer le processus électoral » ; et à l'instar de la présidence elle se réjouit de la désignation par la Commission Bicamérale Parlementaire des trois représentants du Parlement au CTCEP, les ex-députés Pierre Simon Georges et Marie Cluny Dumé ainsi que l'ex-membre du Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire (CSPJ), Nehemy Joseph. Outre le fait que l'opération soit menée par un régime absolument corrompu, ce qui apparaît particulièrement grave, c'est le dessein sinistre poursuivi par les auteurs de cette tortueuse machination.

Du côté de la classe politique, maigrichonne, et de ladite société civile, pusillanime, il n'y aura pas la moindre manifestation sérieuse et soutenue de contestation et de résistance pour dénoncer l'inacceptable et l'absurde des usurpateurs du pouvoir, ce qui équivaut à une fuite dans l'horreur.

Belladère : Des commerçants-es haïtiens réclament un meilleur traitement dans les marchés frontaliers



Des femmes en séance de réflexion sur la Journée du 8 mars 2013Des femmes en séance de réflexion sur la Journée du 8 mars 2013
Photo: GARR

Perceptions arbitraires, vols de marchandises, harcèlements sexuels, exploitation d'enfants marchands, passivité des autorités haïtiennes sont autant de maux enregistrés dans les marchés frontaliers et dénoncés par l'Organisation des Marchands Frontaliers de Belladère (OMFB).

Au cours d'une conférence-débats, le 8 mars écoulé, le Coordonnateur de l'OMFB, Jean Jude Pierre, explique : «Au marché frontalier d'Elias Piña, les agents percepteurs dominicains varient selon leur bon plaisir le montant des taxes à payer sur les marchandises. Dépendant du mois, ils réclament cinq cents (500) à sept cents pesos par jour. Et pour les trois (3) derniers mois de l'année, la taxe passe de 500 cents à 1000 pesos par jour et les commerçants-es haïtiens qui ne peuvent pas payer cet argent sollicité voient leurs marchandises confusquées.»

D'autres interventions ont eu lieu à cette conférence-débat organisée à l'initiative du RFJS avec l'appui du GARR. Signalons celle de la promotrice du Comité de Droits Humains de Belladère, Joséphine Dominique, qui a fait état des cas de recèlement sexuel dont sont victimes des commerçantes haïtiennes durant les jours de marchés frontaliers, lundi et vendredi. «Des militaires dominicains harcèlent sexuellement les Haïtiennes quand elles vont effectuer leurs transactions coutumières au marché frontalier d'Elias Piña. Certaines d'entre elles ont toujours peur de réagir contre ces membres de l'armée.», a-t-elle déploré.

Le Coordonnateur de l'OMFB a critiqué le comportement des autorités haïtiennes qui a-t-il dit restent passives face aux différents cas d'abus et de violations des droits humains enregistrés contre leurs concitoyen/nes dans les marchés frontaliers

En outre, le Responsable de l'OMFB, a dénoncé l'exploitation abusive des enfants haïtiens par des Dominicains-es au marché d'Elias Piña : «Des enfants haïtiens vulnérables déambulent toute la journée dans le marché frontalier d'Elias Piña avec un sachet (Funda) rempli de marchandises pour le compte de commerçants-es dominicains. A la fin de la journée, ces commerçants-es laissent une pitance de cinq (5) à dix (10) pesos à ces enfants.»

De plus, M. Pierre a indiqué que «certaines fois, les commerçants-es dominicains empochent toute la recette résultant de la vente sans rien verser aux petits marchands ambulants haïtiens.»

La promotrice de droits humains du Réseau Frontalier Jeannot Succès (RFJS), Joséphine Dominique, a exhorté les autorités haïtiennes à se pencher sur le sort des enfants vulnérables à la frontière haïtiano-dominicaine qui ont besoin de protection et qui ont droit à l'instruction.

De son côté, le Directeur du Bureau exécutif du GARR au Plateau Central, Gerrard Déserné, a encouragé les marchandes haïtiennes présentes, à s'unir davantage dans cette lutte contre les abus et violations des droits humains à la frontière.

GARR (Groupe d'Appui aux Rapatriés et Refugiés)

Décès du juriste Privat Précil

Le dimanche 17 Mars dernier à Coby Beach, proche de Côte de Fer, Sud-est, Priva Précil, juriste, originaire de la dite commune, est décédé dans des conditions non encore élucidées. Le maitre qui se trouvait à Côte de Fer dans le cadre de la célébration du saint patron de cette commune, Saint Joseph, le 19 Mars dernier, est mort. Les informations relatives à ce décès, ont fait savoir qu'il était en train de prendre un bain de mer à la plage dénommée « Coby Beach » près de Côte de Fer. En proie à un malaise issu d'une crampe qui le fit plonger dans le fond, il allait être noyé quand un de ses proches qui l'accompagnait a eu le temps de le saisir. Il a été transporté d'urgence vers un centre hospitalier à Bainet. Il est mort juste quelques heures après son admission dans ce centre. Maitre Priva Précil fut directeur général du Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique (MJSP) sous le gouvernement du président Jean Bertrand Aristide (période 2001 – 2004). Il fut aussi l'un des avocats qui constituaient la défense d'Eddy Jackson Alexis et de Jonas Pierre, deux journalistes de la Télévision Nationale d'Haïti (TNH) qui furent injustement révoqués par le directeur général zélé et soussou d'alors, Pradel Henriquez.

Terrible accident à Morne Tapion, un mort et trois blessés

Le matin du lundi 18 Mars dernier, aux environs de 11 heures, à Morne Tapion, Route Nationale # 2, un terrible accident survenu dans la dite localité a fait un lourd bilan d'un mort et de trois blessés graves. Il s'agit, en effet, d'un camion surchargé de Ciment Portland Artificiel (CPA), ayant à bord 8 passagers, en provenance de Port-Au-Prince vers le département des Nippes, dont les freins ont lâché. Echappé au contrôle du conducteur, le véhicule a été renversé sur la rampe du morne, la partie se trouvant à l'entrée nord de la ville de Petit-Goâve. Un des passagers est mort sur le champ, trois autres ont été atteints de profondes blessures. Les blessés ont été transportés d'urgence à l'Hôpital Notre-Dame de Petit-Goâve pour être soignés.

Insécurité: 4 personnes tuées à Martissant

Par Yves Pierre-Louis

Kénel Duclair âgé de 31 ans, chauffeur de taxi-moto a été abattu de sang-froid, le mardi 12 mars dernier par des individus, sous les yeux impuissants des passants et de résidents du quartier de Martissant. Les motifs de ce forfait n'ont toutefois pas été élucidés. « Des individus armés à visage découvert ont tiré à bout portant sur le jeune homme qui a été renversé illico sur la chaussée, baignant ainsi dans son sang », a témoigné un habitant de la zone.

Quelques jours plus tard, le vendredi 15 mars, trois (3) autres personnes ont été brutalement tuées dans la même zone entre 2e et 3e Avenue Bolosse toujours par des individus lourdement armés, issus d'un groupe dénommé : « Base Pilate », qui fonctionne depuis quelque temps en toute impunité. Selon ce qu'ont rapporté les habitants de la localité, les victimes qui vaquaient tranquillement à leurs activités quotidiennes, seraient des passants qui venaient de Grand-ravine, la 3eme circonscription de Port-Au-Prince. En revanche, le lendemain samedi 16 mars, des bandits du quartier de Grand-ravine, Martissant, ont fait une descente des lieux à la « Base Pilate » où ils ont tiré à bout portant sur des gens. Une personne est morte sur place et de nombreuses autres blessées. Elles ont été transportées à l'hôpital. Après avoir connu une période de répit, Martissant semble de nouveau revenir aux mêmes sérieux problèmes d'insécurité d'autrefois.

Par ailleurs une personne a été tuée et 3 autres blessées ce lundi 18 mars dans un accident au Morne Tapion, à l'entrée nord de la ville de Petit-Goâve. Les victimes se trouvaient à bord d'un camion transportant du ciment. Le chauffeur aurait perdu le contrôle du camion qui a chaviré au bas du Morne rapportent des témoins. Au moins 8 personnes se trouvant à bord du véhicule qui revenait de Port-au-Prince, ont été transportées à l'hôpital de Notre-Dame de Petit-Goâve pour être soignées.

La cascade de Saut-d'Eau en voie de disparition

Par Jackson Rateau

Selon ce qu'ont constaté les autorités locales et d'autres membres des populations du Département du Centre, la chute de Saut-D'eau dont le débit s'est de plus en plus réduit, se trouve être en voie de disparition. Certains experts agricoles et géologiques ayant conduit une étude des périphéries de la zone, ont fait savoir que l'éventuelle disparition de la chute n'est autre que la conséquence du déboisement des environs des sources Kaara et de trois autres qui alimentent la chute. Selon un article paru dans le Paris Match au début du mois de Mars, le site touristique « Saut-D'eau », lieu de syncrétisme du vodou haïtien, un endroit attractif des touristes et pèlerins nationaux et internationaux, est classé onzième parmi les 11 plus attrayantes chutes mondiales après les Chutes d'Iguaçu situées entre le Brésil et l'Argentine, les Chutes Victoria au Zimbabwe, les Chutes Salto Angel situées entre le Venezuela et la Bolivie, les Chutes Yosemite Falls en Californie, les Chutes d'Havasu en Arizona, le Gullfoss en Islande, les Chutes de Saint Rafael en Equateur, les Chutes du Niagara entre le Canada et les Etats Unis et celles de Huka en Nouvelle Zélande. Sous les auspices du sénateur du Plateau Central et président du sénat haïtien, Dieuseul Simon Déras, originaire de Saut D'eau, un forum intitulé «Protégeons la cascade de Saut D'eau » a été organisé le jeudi 14 Mars dernier près de la chute. L'objectif réel de ce forum était d'attirer l'attention des autorités nationales sur l'imminence de la disparition de la chute de Saut-D'Eau.



Le site touristique « Saut-D'eau », lieu de syncrétisme du vodou haïtien, un endroit attractif des touristes et pèlerins nationaux et internationaux, est classé onzième parmi les 11 plus attrayantes chutes mondiales

Arrestation de 3 passeurs de drogue à l'Aéroport Toussaint Louverture

Le samedi 16 Mars dernier, à l'Aéroport Internationale Toussaint Louverture dans la capitale haïtienne (Port-Au-Prince), trois ressortissants étrangers dont 2 colombiens et un vénézuélien, en partance pour l'étranger, ont été arrêtés par la police de Port-Au-Prince. Selon le porte parole adjoint de la PNH, Garry Desrosiers, ces trois escrocs qui sont actuellement en audition à la Direction Centrale de la Police Judiciaire (DCPJ), avaient en leur possession trois cents cinquante mille huit cent quatre vingt dollars US (350880 $ US). Les chefs d'accusation retenus contre eux sont entre autres blanchiment d'argent et trafic illicite de stupéfiants. Depuis l'arrivée au pouvoir en Haïti des bandits légaux issus des élections frauduleuses des années 2010 – 2011 dont les résultats ont été prononcés par les puissances impérialistes représentées par la MINUSTAH, une recrudescence du marché de la drogue s'est révélée évidente dans le pays.

Quand le peuple se soulève contre la mauvaise gouvernance



Oxygène David, Secrétaire général du MOLEGHAF

Par Yves Pierre-Louis

Des dizaines de personnes du quartier populeux de Fort-National ont gagné les rues ce mardi 19 mars pour manifester contre la cherté de la vie, le chômage, la misère, la faim, la corruption le déshonneur et la mauvaise gouvernance. La situation économique et sociale d'Haïti se trouve tellement dans un état déplorable que deux ans après l'arrivée du régime kaletèt Martelly-Lamothe au pouvoir en Haiti que le Programme des Nations Unies pour le Développement de la Science et de la Culture (PNUD) ne peut faire autrement que de le placer 161e sur 186 pays dans la liste des Indices de Développement Humain (IDH). Cette situation misérable révolte la conscience des gens déshérités du quartier pauvre quand le gouvernement réactionnaire de Martelly-Lamothe reste incapable de proposer aucune solution viable et fiable.

Les habitants du Fort-National, qui n'ont jamais cessé de dénoncer le régime kaletèt de Martelly continuent de protester contre ces mauvaises conditions de vie qui font d'eux des éternelles victimes.

Partis du Fort-National sur l'invitation du Mouvement de Liberté d'Egalité pour la Fraternité des Haïtiens (MOLEGHAF) les manifestants ont sillonné diverses rues, mais arrivés à Sans-Fil, ils ont *été* contraints par des agents de la Police Nationale d'Haïti (PNH) de bifurquer vers le Champ-de-Mars où ils ont *été* forcés de mettre fin à ce mouvement de protestation. Alors qu'une notification indiquant clairement le parcours de cette manifestation avait été dument acheminée à la Direction Départementale de l'Ouest (DDO). La Police trouve moyen quand même d'empêcher que la manifestation se termine par devant le Parlement haïtien au Bicentenaire.

Le Secrétaire général du MOLEGHAF, Oxygène David a dénoncé une fois de plus, la Police qui empêche la population des quartiers pauvres d'exprimer leur droit de protestation contre les mauvaises conditions de vie « Nous avions envoyé un parcours clairement défini à la Police, à notre grand étonnement, la Police nous a imposé un autre parcours. C'est une décision arbitraire, une violation de notre droit à manifester… ».

Selon Oxygène David, malgré toutes formes d'intimidation, de pression, de menace, la lutte pour le changement des conditions de vie de la population marginalisée va se poursuivre. « Nous continuerons à lutter pour que cela change dans les quartiers populeux du pays », a-t-il indiqué. Rappelons, depuis environ trois (3) ans MOLEGHAF mène une lutte contre la faim, le chômage, la misère et toute forme de gouvernance dans le pays qui ne tient pas compte de la souffrance des pauvres.

L'avenir de la coopération vénézuélienne en Haïti ?



De gauche à droite, l'ambassadeur vénézuélien en Haïti, Pedro Antonio Canino, le président Michel Joseph Martelly, le Premier ministre Laurent Lamothe et le ministre des affaires extérieures laissant le pays pour se rendre aux funérailles de Chavez

Par Thomas Péralte

Après la mort du président de la République socialiste bolivarienne du Venezuela, Hugo Chavez le 5 mars dernier, divers secteurs de la vie nationale lui ont rendu un hommage bien mérité et d'autres s'interrogent sur l'avenir de la coopération franche et sincère du Venezuela à Haïti. La dialectique, l'esprit d'ouverture et la solidarité du président Chavez ont attiré beaucoup de sympathisants en Haïti.

En effet, trois jours après la disparition du dirigeant révolutionnaire latino-américain, des centaines d'étudiants de l'Université d'Etat d'Haïti (UEH), notamment de la Faculté des Sciences Humaines (FASCH), à l'initiative de l'organisation dénommée Cercle Gramsci de la dite faculté ont participé à une marche le vendredi 8 mars en hommage à ce grand homme. Partis du local de la faculté, les étudiants ont parcouru plusieurs rues de la capitale avant d'arriver au bicentenaire, sur la place des Nations Unies où se trouve une statue de Simon Bolivar. Ils ont déposé une gerbe de fleurs au monument de Bolivar en hommage au président Hugo Chavez. Certains d'entre eux ont témoigné leur reconnaissance au président Chavez qui luttait pour implanter le socialisme au Venezuela où il a organisé une meilleure répartition des richesses de ce pays. « Nous souhaitons qu'il y ait aussi en Haïti un partage équitable des richesses de notre pays, comme il en a été au Venezuela. » Ils ont annoncé d'autres activités en vénération toujours pour la mémoire du révolutionnaire immortel.

Huit jours après, le mardi 12 mars au local de l'ambassade du Venezuela en Haïti, sis à Pétion-ville, un cahier de condoléances au commandant Hugo Chavez a été mis à la disposition de tous ceux qui veulent lui dédier un dernier mot. En appréciation, l'ambassadeur vénézuélien en Haïti, Pedro Antonio Canino a profité de l'occasion pour remercier le peuple haïtien pour sa solidarité apportée au peuple vénézuélien en ce moment douloureux : « Je reconnais en toute franchise l'amour profond que le peuple haïtien éprouve pour le commandant Chavez et le peuple vénézuélien *», a-t-il déclaré tout en avouant être sur* que Chavez restera vivant dans la mémoire du peuple haïtien. Il a de plus, donné la garantie que la relation profonde qui existe entre Haïti et Venezuela continuera à suivre son cours même après la mort de l'ancien président.

C'était là l'inquiétude des Haïtiens puisque même quand il y a un pouvoir d'extrême droite en Haïti depuis le 14 mai 2011, le gouvernement d'Hugo Chavez continuait d'apporter sa solidarité au peuple haïtien à travers le programme Pétro caribe et tant d'autres accords bilatéraux et trilatéraux. Le Premier ministre Laurent Lamothe a déclaré que 90% des projets exécutés actuellement par son gouvernement sont financés par le Venezuela. De 2006 à nos jours, Haïti a bénéficié d'un support financier évalué à plus d'un milliard 363 millions de dollars. Après le tremblement de terre du 12 janvier 2010, le Venezuela a éliminé une dette de 395 millions de dollars pour Haïti.

Actuellement, dans le cadre de l'accord Pétro caribe Haïti accuse une dette de 938 millions de dollars, alors que la République Dominicaine doit 3.5 milliards de dollars au Venezuela.

Le Sénateur Jocelerme Privert, Président de la Commission sénatoriale de l'Économie et des Finances s'inquiète de la dette pétrolière d'Haïti qui s'élève à 938 millions de dollars, dans le cadre du programme Petro Caribe. Rappelant que selon les clauses de l'accord signé entre Haïti et le Venezuela les fonds doivent être investis dans des projets rentables capables de stimuler le développement économique et social ; mais il doute que certains travaux de construction tels que : l'agrandissement de plusieurs aéroports dont celui de l'île-à-Vache arriveraient générer suffisamment de revenus pour faire face à la dette.

Selon Marie Carmelle Jean Marie, Ministre de l'Economie et des Finances, Haïti avait bénéficié jusqu'à présent, d'1 milliard 363 millions de dollars, de ce programme (dont 395 millions ont été effacés en juin 2010 par le Gouvernement vénézuélien) et que 75 % des montants décaissés, ont été investis dans le secteur des infrastructures routières par les administrations Préval et Martelly. Déplorant certaines critiques, la Ministre a tenu à souligner que les fonds de PetroCaribe, sont votés par les parlementaires dans le budget et tous les projets sont approuvés par le Conseil d'Administration du Bureau de Monétisation et le Conseil des Ministres chargés de la gestion du fonds.

Déjà, dans certaines régions du pays, le décès du leader de la révolution socialiste du XXIe siècle commence à avoir un impact négatif sur le prix des produits pétroliers. A Hinche, dans le département du Centre, le lundi 11 mars dernier, la gazoline est passée de 200 à 275 gourdes et même 300 gourdes le gallon. Le gallon de diesel passe de 162 à 200 gourdes et cette situation a créé une rareté de carburant dans quelques endroits de ce département, rapporte l'agence en ligne-Alterpresse. Devrait-on croire que cette hausse des prix soit imputable à ce secteur des affaires qui profite de la mort de Chávez *pour créer une rareté artificielle,* en laissant flamber les prix pour faire leur beurre sur le dos du peuple haïtien ?

Certains marchands de carburant inquiets de la mort de Chavez ont déclaré : « Chavez est mort, nous doutons que le prochain gouvernement vénézuélien continuera à supporter l'économie haïtienne dans le cadre de la vente du pétrole à des prix préférentiels. C'est pourquoi nous essayons de stocker le maximum de produits pétroliers pour en tirer des bénéfices. » La montée rapide des prix du pétrole sur le marché régional a de grave conséquence sur les activités commerciales et scolaires. Dans la même foulée, certains craignent que la disparition du président Hugo Chavez n'ait une conséquence néfaste sur la coopération vénézuélienne à Haïti. De telles craintes ne prennent pas en compte la maturité et le haut degré de conscientisation du peuple vénézuélien déterminé à préserver les acquis de la révolution bolivarienne qui ne se laissera pas faire par l'oligarchie rétrograde du Venezuela.

En réalité, ces gens qui «doutent» et sont «inquiets» ne réalisent pas que Chavez a été l'instrument par lequel le peuple vénézuélien a manifesté sa solidarité fraternelle et internationaliste. Les manifestations déferlantes de solidarité et d'amour du peuple vénézuélien lors des funérailles de Chavez montrent amplement et de façon éloquente que l'avenir du Venezuela est entre les mains d'un peuple qui a longuement et fermement affirmé sa détermination de continuer à soutenir et à défendre – à travers le nouveau président intérimaire Nicoláa Maduro – la ligne politique révolutionnaire, socialiste et internationaliste du Comandante Chavez.

Claude Dubique: Parti pour toujours

Par J. Fatal Piard

«La mort vient, survient à tout moment dans la vie, s'y préparer en s'amusant c'est génial».

L'Unité Chapelle Funéraire

Ce fut le jeudi 28 février que j'ai établi le dernier contact avec Claude Dubique. Ce jour là, je devais lui rappeler la réunion de la Force Politique Unitaire (FPU), une coalition politique de l'opposition en formation. «*En dépit du fait que je ne me porte pas bien, je ferai un dernier [effort] pour être à l'heure. D'ores et déjà, je vous garantis ma présence*», m'avait-t-il affirmé de sa voix grave.

Et, c'était aussi pour la dernière fois que j'allais avoir un échange avec lui. Selon des témoignages recueillis, Dubique aurait confirmé à un ami au cours d'une conversation téléphonique qu'il n'était pas sûr de passer la nuit du dimanche 3 au lundi 4 mars. Et c'était une prémonition qui allait se cristalliser le jour suivant.

C'est dans une clinique médicale à la Croix-des-Missions que notre camarade a rendu son dernier souffle le lundi 4 mars dernier vers les 2 heures de l'après midi dans des conditions non encore élucidées. Le lundi 11mars ses camarades du PRÒP lui ont rendu un dernier hommage à l'occasion d'une veillée funèbre qui a eu lieu à l'avenue Jean Paul II. Le mardi suivant par contre, depuis 7 heures, la première église de Port-au-Prince recevait les dépouilles de Claude Dubique.

Les membres de sa famille affligée, ses camarades politiques, ses amis ainsi qu'une forte délégation de la Force Politique Unitaire sont venus se recueillir devant sa dépouille de militant politique pour lui rendre un dernier hommage. A l'issue de la cérémonie funéraire, plusieurs interventions faisaient l'apologie de ce militant qui a fait ses débuts très jeunes dans la politique.

«*Cette rude bataille pour l'émancipation des masses populaires vient de perdre un soldat en plus. Mais nous y tenons encore*», nous a déclaré le docteur Gérard Evans Beaubrun du RDNP pendant que nous lui pressions la main. A l'issue de la cérémonie, plusieurs interventions ont salué le courage exceptionnel de ce militant politique.

La fille de Dubique, l'ingénieur Déjean Bélizaire du MNP 28, le Dr. Bazin du Mochréna, l'ex-député du FNCD Serge Jean-Louis, ont tous témoigné de l'engagement de Claude dans cette rude bataille pour le changement. Au terme de la céré-

Martelly et Lamothe: honte nationale et continentale

Par Fanfan la Tulipe

L'une des chansons favorites de ma grand-mère paternelle avait comme refrain cette phrase-flèche: si m te wou m ta wont o, wont ta tiye m. Cet air dénonciateur s'adressait assurément à quelque gros potentat malpouwont de son époque. Dans cet ordre d'idées, les types visés par le fameux Procès de la Consolidation de Nord Alexis, les consolidards aux longs doigts, ont-ils jamais eu honte ? Sans doute pas, puisque de leurs rangs sont sortis certains qui ont repédalé et ont peut-être consolidé davantage leurs comptes en banque sous des gouvernements ultérieurs. Il y a même eu trois de ces «pillards des fonds publics» qui ont poussé leurs ambitions consolidardes jusqu'à devenir présidents de la «repiblik».

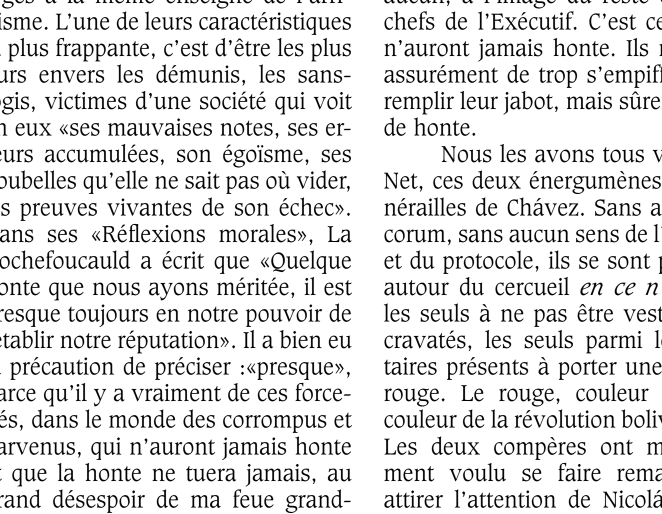
Tout se sait dans les couloirs fangeux, marécageux et limoneux de notre «singulier petit pays». Les *kout kreyon*, les je-retiens-un, les dessous de table ne restent pas longtemps cachés. Un Premier ministre, intelligent *kou lajan*, campé sur les belles-rives de son pouvoir finissant, signa-t-il quelques contrats présumés frauduleux à la lumière blafarde de la chandelle d'un président glouton avide de venir danser le *konpa* de la corruption sur le dos du peuple haïtien ? Dès le lendemain, toute la «repiblik» le sut et y crut, car le *sekretè* qui justement tenait la bougie, pour que la lumière fût et que les pots-de-vin fussent, vendit lui-même la mèche. Ni ce Premier ministre sortant (par la petite porte) ni ce président entrant (par la porte grande ouverte de ses habitudes obscènes) n'avaient eu honte. Grand-mère aurait chanté *si m te wou m ta wont o, wont ta tiye m.*

Dans les contes d'Amadou-Koumba*, il est dit que la honte tue plus lentement, mais plus sûrement que le fer d'une lance ou la balle d'un fusil. C'est peut-être un conte qu'Amadou raconte car je vois pas mal de corrompus autour de nous qui ne meurent pas encore. Ils n'ont pas honte et c'est dans leur habitude de toujours faire preuve de zèle, même à la lumière d'une *tètbòbèch*. Ce sont les gens honnêtes qui font montre de peu de zèle ou de si peu. C'est bien honteux.

Des parvenus il en est de même que des corrompus. Honoré de Balzac, dans La Comédie Humaine écrit que «les parvenus sont comme les singes, desquels ils ont l'adresse; on les voit en hauteur, on admire leur agilité pendant l'escalade; mais, arrivés à la cime, on n'aperçoit plus que leurs côtés honteux». Ils grimpent dans l'échelle sociale, politique, intellectuelle, financière en donnant des paillettes aux autres, en soufflant de la poussière d'arrivistes dans les pois des envieux en attente de devenir des nouveaux riches. Tel ancien secrétaire d'Etat de l'Information *dyòlalèlè* ou tel Ministre de la Culture *souflantyou,* déboulonnés pour excès de zèle, en sont des exemples vivants.



Martelly et Lamothe, resquilleurs faussement contrits, donnant l'impression de se recueillir sur la dépouille de Chávez. A droite de Martelly l'une des deux filles de Chavez



Consolidards, gens corrompus, énergumènes parvenus, ils sont tous logés à la même enseigne de l'arrivisme. L'une de leurs caractéristiques la plus frappante, c'est d'être les plus durs envers les démunis, les sans-logis, victimes d'une société qui voit en eux «ses mauvaises notes, ses erreurs accumulées, son égoïsme, ses poubelles qu'elle ne sait pas où vider, les preuves vivantes de son échec». Dans ses «Réflexions morales», La Rochefoucauld a écrit que «Quelque honte que nous ayons méritée, il est presque toujours en notre pouvoir de rétablir notre réputation». Il a bien eu la précaution de préciser :«presque», parce qu'il y a vraiment de ces forcenés, dans le monde des corrompus et parvenus, qui n'auront jamais honte et que la honte ne tuera jamais, au grand désespoir de ma feue grand-mère.

J'ai dû passer par quatre chemins, cent détours et mille sentiers pour en arriver à ces deux sans-honteux, sans vergogne, sans-gêne, sans scrupule, sans pudeur que sont l'imprévisible président Martelly et son sulfureux Premier ministre Laurent Lamothe. Ils sont passés maîtres dans l'art de la grandiloquence creuse, des promesses non tenues, des exercices de funambules sur la corde raide d'une singulière effronterie à se moquer de la population. Ils sont connus comme le loup blanc, comme la pintade duvaliériste, pour leur akrèkté, leur appât du gain et leur option malhonnête et antinationale de brader les richesses du sous-sol haïtien au bénéfice de compagnies étrangères sans scrupule aucun, à l'image du reste des deux chefs de l'Exécutif. C'est certain, ils n'auront jamais honte. Ils mourront assurément de trop s'empiffrer et de remplir leur jabot, mais sûrement pas de honte.

Nous les avons tous vus sur le Net, ces deux énergumènes, aux funérailles de Chávez. Sans aucun décorum, sans aucun sens de l'étiquette et du protocole, ils se sont présentés autour du cercueil *en ce n'est rien*, les seuls à ne pas être vestonnés et cravatés, les seuls parmi les dignitaires présents à porter une chemise rouge. Le rouge, couleur chaviste, couleur de la révolution bolivarienne. Les deux compères ont manifestement voulu se faire remarquer et attirer l'attention de Nicolás Maduro : *tanpri pa bliye nou*. C'était tellement de mauvais goût, justement à l'image d'un président sans dignité et d'un Premier ministre fouinant dans tous les coins et recoins, partout où ça sent le fric, «les affaires».

Moi qui ai suivi jusqu'à ce jour, sur Telesur, le cérémonial de circonstance et les manifestations de solidarité et d'amour à l'endroit de Chávez, je peux vous assurer que j'ai vu ces deux compères assis, seuls, après avoir salué la dépouille du Comandante. Ils étaient là, *sispèk*, comme deux nigauds dans un manoir hanté, comme deux âmes en peine pour ne pas dire deux ânes en plaine. Pas un seul dignitaire qui soit venu leur parler, pas un seul chef d'Etat ou de gouvernement qui soit venu leur demander «quel mort avait tué l'empereur» au propre comme au figuré.

Ils sont accourus *alawonyay* au chevet de Chávez, car entre le digne fils de Bolívar et deux énergumènes portés «sur les affaires», il n'y a rien de commun. «Chavez comptait sur l'adhésion d'Haïti, [de Préval et de Martelly] eu égard à son passé, aux radicalités qui la caractérisent dans l'histoire, aux utopies qui la forgent, aux rébellions, au militantisme souverainiste qui ont été ses repères, ses surenchères», sur un affranchissement même relatif des Etats-Unis, pour sortir le peuple haïtien du marasme social et économique qui le submerge. Hélas non ! Préval était un pourianiste profondément ambigu et Martelly un jouisseur fieffé, avec un sens aigu de défense de la classe des privilégiés.

Martelly est un valet de l'impérialisme, plus précisément une marionnette redevable envers les deux Clinton, monsieur et madame. Il ne pourrait jamais avoir la dignité ou le courage d'un Chavez pour s'affranchir un brin de la politique néolibérale états-unienne. Le leader bolivarien se réfère toujours au Libertador et à d'autres héros latino-américains qui sont ses modèles, ses repères. Martelly et Lamothe n'ont de repère que le fric, les affaires et les biens acquis à la sueur de magouilles, de transactions louches et de cotes mal taillées, ce dont ils n'ont pas honte d'ailleurs. Chavez est un révolutionnaire, un socialiste proclamé alors que l'action politique de Martelly «vise à faciliter le retour au pouvoir des hommes issus du sérail duvaliériste» (Jacques Nési). Ni Martelly, ni Lamothe ne sont venus rendre hommage à un homme de gauche, un révolutionnaire attaché à élever les conditions de vie de son peuple et des peuples de l'Amérique.

Alors, que sont-ils allés faire à Caracas, arborant le rouge libérateur et révolutionnaire de Chavez ? Ils sont allés à la resquille, animés de leurs sentiments habituels de tromperie, grivèlerie, filouterie. Ces sont deux resquilleurs venus profiter des largesses fraternelles du Venezuela. Ils sont venus se rappeler aux bons souvenirs des proches politiques de Chávez pour que les millions de Petrocaribe continuent d'alimenter les projets bidon de la présidence et les comptes en banque d'une poignée de fidèles au président Martelly.

Jacques Nési a bien cerné le pourquoi du rouge hypocrite de parade affiché par Martelly et Lamothe autour du cercueil de Chávez :« les dirigeants haïtiens engrangent des recettes supplémentaires, grâce à la générosité de Chavez, pour renforcer leurs pratiques prédatrices, et développer le clientélisme des clans, le féodalisme des bandes et la kleptocratie des tribus. [Lamothe] et Martelly forment un duo de vampires: des dirigeants qui ont bénéficié des facilitations financières du Venezuela mais dissimulent leur lâcheté, leur pusillanimité, derrière un pathos grossier».

J'imaginais, naïvement, que Martelly et Lamothe venus rendre hommage à Chávez allaient se montrer dignes de cette circonstance exceptionnelle de l'histoire où la très grande majorité indo-africano-latino-américaine pleurait, dans les bras du peuple vénézuélien, la disparition physique de Chávez. Je les imaginais dignes, pour une fois, à la hauteur d'un grand deuil qui a secoué tout un continent. Non, jamais ils n'ont été aussi terre à terre, aussi mesquins, bas, plats, petits, vils, misérables, méprisables, miteux, calamiteux et riquiqui.

C'est aujourd'hui avéré, prouvé, certifié, évident, manifeste, patent, éclatant, indubitable, irrécusable, incontestable que Martelly et Lamothe sont une honte à l'échelle nationale et continentale. L'histoire ne les acquittera point.

* **Les Contes d'Amadou Koumba** est un recueil de contes du Sénégal, transcrits par le poète, écrivain sénégalais Birago Diop, d'après les récits du griot Amadou, fils de Koumba, et publiés pour la première fois en 1947.

---

monie le convoi est parti pour sa ville natale Léogane où allait se faire la mise en terre.

Claude Dubique, ne te contente pas uniquement de te reposer dans la paix des cimetières. Dans ton séjour d'outre-tombe, tu dois nécessairement continuer à te battre pour une Haïti meilleure surtout pour ses filles et fils authentiques à qui le système ose interdire même le droit à la survie, oui c'est strictement interdit par les nantis, par l'occident colonialiste et interventionniste. De notre coté, nous n'avons pas d'autre choix sinon de perpétuer cette rude bataille ; car, il y va de notre existence même en tant que peuple. Dubique, en dépit de ton départ anticipé, la lutte doit et va continuer. Dibik *ou mache rara a men batay la fèk kare e fòk nou rekare l chak jou, paske lènmi yo anpil, yo pisan anpil anpil e yo pap dòmi. Gade sa yo fè nou. Jan w t ap goumen pou w jete zòt !!! Gade se li ki jete w.*

Kat mouvman pou rezoud kriz Grangwav la

«Se pa lafòs kap mennen nou nan lapè , men pito respè ak konpreyansyon youn gen pou lòt»
Albert Einstein

Kriz ki pete Grangwav denpi anviwon 6 mwa fann kominote ki tabli ladan l an de bout kote anwo pa monte anba pa desann. Lè yon moun gade kopòtman aktè yo ak depamans solisyon de grenn gòch k ap tanmen yo, ou kapab konprann fasilman poukisa kriz la rete tenn fas.

Gouvèlman an pa wè moun Grangwav nan gwo liv l ap li a

Denpi kriz la tanmen, Gouvèlman an parèt ak twa (3) desizyon ki chita nan twa (3) arete pou kòlmate l. Tout desizyon sa yo chwe. Kisa ki lakòz ? Pwoblèm k ap minen Grangwav jodi a gen plizyè bout : sòti nan grangou k ap donnen kriminalite pase nan zam fannfwa kap bay lapè defi rive nan absans demokrasi ak transparans nan Meri Grangwav. Olye Gouvèlman an vini ak bonjan solisyon ki chita sou nannan pwoblèm nan, li pito ap chache koutye oswa demachè pou ride l fè dappiyanp sou eleksyon kap vini yo. Nan kous sa a demachè yo anpil. Se sa ki lakòz lesefrape n ap viv la a pou rive nonmen twa (3) Majistra pou dirije Komin nan

Depitasyon Grangwav la mize twòp nan wout

Depitasyon Grangwav la genyen reskonsablite nan lese kriz la anvlimen. Depite a pran twòp tan pou l rezoud kriz la paske li tap chache kenbe ansyen Majistra nan tèt Meri a oswa rezoud kriz la nan sèl avantay sektè politik li fè pati a.Lojik Depitasyon an suiv nan fason li abòde kriz la sanble tèt koupe ak jwèt BAKARA kote bay tout/ pran tout se sèl règ. Sektaris ak rigide Depite a fè li pase akote wòl abit li te ka jwe nan mitan lese frape a. Se pètèt rezon sa yo ki eksplike poukisa depitasyon pèdi inisyativ pou fè pwopozisyon moun pou rezoud kriz la.

Opozisyon an se asosye nan jwèt BAKARA pran tout/ bay tout la

Opozisyon an reyisi pari li te kase pou l wete Majistra Salam nan tèt Meri a. Men, Katèl opozisyon an kanpe pou pran mayèt la demontre kare bare: Opozisyon an se asosye nan jwèt BAKARA pran tout/ bay tout la. Si se sa sèlman opozisyon gen nan djakout li, sa vle di chanjman nan meri a pap pote anyen pou Grangwav anwetan depa Salam. Konsa, zafè lapè, demokrasi, transparans ak tèt ansanm se bliye sa a. Sa fè nou sonje yon gwo pawòl verite ki te sòti nan bouch Lidè Dwa Sivik Martin Luther King : « Fènwa pa chase fènwa, se sèl limyè ki ka fè sa. Rayiman pa chase rayiman, se sèl lanmou ki ka fè sa.»

Ki avni K-tèl Opozisyon an ?

Ak denyè arete a ki sòti a, Opozisyon an montre se li ki gen pou koulye a Inisyativ pwopozisyon moun pou kriz la rezoud. Men kesyon pou yon moun poze tèt li: Eske kout bakara opozisyon an bay kan Depite a ap mache? Eske K-tèl Opozisyon an ap pèmèt lapè retounen nan Grangwav? Eske Majistra yo ap rive fonksyone komsadwa ? Kouman Kowabitasyon ant Depite a ak nouvo Majistra yo pral ye? Eske nou pa pati pou plis konfli pase sa nou wè deja ? Si kesyon sa yo pa jwenn bonjan repons, kriz la fenk kare…

Dyalòg ak Tèt ansanm se wout ki kout epi pi asire pou rezoud kriz Grangwav la

Jodi a kelkenanswa sipò, sektè ki bab pou bab yo genyen bò kote gwo otorite nan peyi a, okenn nan yo pap ka rezoud kriz Grangwav la pou kont yo. Yon solisyon tout bon vre ap mande :dyalòg, antant ak rekonsilyasyon. Konsa, nou ankouraje tout aktè yo mete ogèy ak fè wè sou kote pou yo rezoud kriz la nan avantay tout moun Grangwav. Tout solisyon ki pa sòti nan dyalòg ak konpromi pap rive lwen etan l ap prolonge soufrans moun Grangwav. Kit se lopozisyon, kit se otorite ki anchaj, yo tout gen responsablite pou yo fè tout sa yo konnen pou wete Grangwav nan kalfou difisil li ye jodia. Pa gen sakrifis ki twòp pou tout moun Grangwav fè lapè epi viv ansanm tankou frè ak sè ki sòti anndan vant yon sèl manman ki rele Grangwav. Dyalòg se wout ki kout epi pi asire pou mennen nou nan gwo randevou tèt ansanm sa a.

Kat (4) Mouvman pou rezoud kriz la

Te gen yon filozòf nan peyi lagrès ki te rele Dyogèn. Plezi misye se sikile gran jounen ak yon lanp tou limen nan mitan vil kote li tap viv la. Lè yo mande l kisa li genyen. Li te pran abitid reponn: « L ap chache yon moun » Menm jan ak Dyogèn depi kriz Grangwav la kòmanse m ap chache yon rasanblè sa vle di, yon moun ki pa pè gade advesè l nan je epi di l: « mwen renmen w, nou se frè ak sè, an nou chita pou n fè lapè ».

Tankou nap konstate l menm jan ak mwen: Rasanblè sa a poko parèt malgre li pa janm twò ta pou sa fèt. Se vre tout moun di yo pou lapè, men anmentan yo panse lapè a se nan palè nasyonal l ap sòti.

Gouvèlman refè devwa l twa (3) fwa deja nan kriz Grangwav la, li toujou pase akote paske li mete zafè moun pou òganize eleksyon pou li nan Grangwav piwo pase pwoblèm moun Grangwav. Genyen 3 arete ki deja bwè luil. Li ta sanble gen yon katriyèm arete ki nan wout. Eske se ap dènye a ? Nou pa konnen.

Men sa ki sèten : yon arete pa ase pou rezoud gwo kriz k ap sakaje Grangwav la. Komisyon Konminal kap kanpe a pap kapab fè travay li kòmsadwa si sektè Majistra yo reprezante yo pa fè rekonsilyasyon epi gen bonjan antant antre yo.

Pou sa rive fèt, nou panse genyen kat (4) demach ki enpòtan pou n tanmen :

1. Fòk youn respekte lòt. Fok youn rekonèt lejitimite lòt
2. Fòk gen chita pale sou pwoblèm yo tankou :
   - Konpozisyon Komisyon kominal ;
   - Transparans ak demokrasi nan meri a;
   - Dezameman;
   - Rekonsilyasyon ak reparasyon pou viktim yo ;
   - Soulaje lamizè nan Grangwav elt…
3. Chita pale ap pèmèt nou jwenn bonjan antant ak bonjan solisyon
4. Antant ak solisyon sa yo ap sèvi gid travay pou nouvo masjistra yo

Se yon demach konsa nou wè lè n ap mande dyalòg ak tèt ansanm pou rezoud kriz la. Nan pwopozisyon sa a, sa ki pi enterese nou se pa kimoun k ap majistra, men se ki kondisyon n ap tabli pou nou mete lapè epi rezoud kriz la toutbonvre. Nou rete kwè : Yon solisyon tèt ansanm se sèl garanti maleng la byen geri epi absè a pap repete ankò.

Alain Zéphyr, Sosyològ
12 mas 2013

Deklarasyon MOLEGHAF kont lavichè



Yon manifestasyon Moleghaf pou mande travay ak yon lavi miyò pou mas pèp la

Mouvman pou Libete, Egalite ak Fratenite tout Ayisyen (MOLEGHAF) pa deside fè bak nan batay l ap mennen depi 3 lane nan peyi a kont lavichè, chomay, mizè ak grangou. Okontrè se fòs Moleghaf ap miltipliye nan chèche lòt òganizasyon konsekan pou batay kont lavichè a, kontinye nan enterè mas yo.

Moleghaf ap raple Martelly nan lane 1984, se chen moun nan Gonayiv te sètoblije manje, sitèlman rejim sanginè, Jean-Claude Duvalier a t ap toupizi pèp la, ak yon politik grangou ak lamizè.

Sitiyasyon sa a te fè pèp la leve kanpe pou chavire rejim sanginè sa a. Donk se menm jan an tou nou pral leve kanpe kont rejim KALETET Martelly-Lamothe la paske li pa rive rezoud pwoblèm grangou, mizè, chomay k ap fini ak moun, nan katye popilè yo. Martelly pa gen chans pou ou anko, ou echwe, ou gen 2 zan sou pouvwa se politik wana sèlman w apaplike, savledi politik kòripsyon, blòf, diskriminasyon, esklizyon, politik vann peyi a ak tout richès li yo pandanstan mas pèp la ap mouri anba yon grangou woz.

Nan sans sa a katye popilè yo ki vrèman nan mizè, grangou, chomaj ak nan povrete pral goumen kont rejim sa a pou l voye jete nan fatra. Se nan poubèl listwa nan jou ki pral vini yo, nou pral voye leta sa a paske li pa ka rezoud anyen pou mas pèp la. Moleghaf ap kontinye mobilize mas yo epi kontinye reveye konsyans yo kont pouvwa kaletèt la, n ap di, nou pa vle lavichè, Aba Martelly ak tout atoufè, ki nan pouvwa piyajè sa a k ap maltrete nou, aloske yomenm y ap byen mennen sou do peyi a.

Nou pa vle gouvènman Martelly-Lamothe la k ap fè kòripsyon, k ap fè gaspiyaj nan lajan Leta a. Nou pa vle boujwazi sa a k ap kontinye toupizi, esplwate ouvriye yo, ki kale yon latriye ajan minisipal sankoutya sanfwanilwa k ap bat, epi volè machandiz ti machann yo nan lari a. Fòk malere, malerèz yo viv ! Nou menm nan òganizasyon popilè konsekan yo an nou rekare batay pou nou bati yon lòt Leta nasyonalis, yon Leta k ap bay sèvis toutbonvre, epi defann enterè pèp la

Le Parc Industriel de Caracol : A qui profitera le pari ?

En octobre 2012, le gouvernement haïtien, ainsi que plusieurs autorités des « pays amis » d'Haïti, ont vu chacun leur rêve se matérialiser : l'inauguration d'un parc industriel géant qui, selon eux, allait créer 20.000 et peut-être 65.000 emplois. C'est l'un parmi les plus importants travaux de « reconstruction » depuis la catastrophe du 12 janvier 2010.

Le président haïtien Michel Joseph Martelly était là, en personne, pour la cérémonie inaugurale du Parc Industriel de Caracol (PIC). Des officiels haïtiens et étrangers, multimillionnaires, acteurs, ont fait le déplacement pour le lancement officiel du projet phare du gouvernement. Une fois de plus, les autorités ont scandé : « *Haïti est ouverte aux affaires* ».†

« *Nous avons appuyé le parc de Caracol en particulier, parce que nous savions qu'il allait être un évènement extraordinaire pour la région Nord. Le parc peut amener la décentralisation au niveau de la métropole du Nord, et donnera du travail aux gens de manière extraordinaire* », expliquait à Ayiti Kale Je (AKJ) la ministre haïtienne des Affaires sociales de l'époque, Josépha Raymond Gauthier.

Pourtant, l'enquête menée par Ayiti Kale Je montre que le nombre d'emplois promis par les autorités n'a pas encore atteint le niveau « *extraordinaire* », ajouté à certaines promesses non encore tenues.

Une année après son ouverture, seulement 1.388 personnes travaillent au parc dont 26 étrangers et 24 agents de sécurité. Les recherches ont révélé aussi qu'à la fin d'une journée de travail, un échantillonnage des ouvriers ne sort pas avec plus de 57 gourdes (1,36 $ US), des 200 gourdes (4,75 $ US) du salaire journalier.

AKJ a appris également que la majorité des agriculteurs déplacés qui cultivaient 250 hectares de terres fertiles à Chabert, sont toujours sans terre.« *Avant, Caracol était le grenier du département du Nord-Est* », explique l'agriculteur expulsé Breus Wilcien. « *A ce présent moment, il y a une rareté de produits agricoles sur les marchés de la zone. Nous végétons dans la misère.* »

Waldins Paul, agriculteur expulsé et membre de l'Association des travailleurs de Caracol (ADTC) explique : « *Pour moi, [le parc] a ses bons et mauvais côtés... Le bon côté, c'est qu'il y avait plein de gens qui ne faisaient rien, qui baillaient aux corneilles, mais [le travail au parc] ce n'est pas tout à fait ça, sachant que 200 gourdes ne peuvent rien faire pour quelqu'un. Le pire, c'est que le parc va appauvrir la zone qui était le grenier du Nord et du Nord-Est.* »



L'inauguration du parc industriel qui, selon eux, allait créer 20.000 et peut-être 65.000 emplois

Le PIC est un projet des gouvernements américain, haïtien et de la Banque Interaméricaine de Développent (BID) pour lequel les dépenses de la 1ère phase d'implémentation s'élèvent, au moins, à 250 millions $ US. Près de la moitié de ce montant, soit 120 million $ US, provient des citoyens américains. Par la suite, beaucoup d'argent a été dépensé dans les études, l'infrastructure routière et l'indemnisation des paysans dépossédés de leur terre.

« *Les mauvais côtés* »

Le cataclysme de janvier 2010 a provoqué le déplacement de 1.3 million de personnes de Léogâne et de la capitale. Mais il n'y a pas que de ces endroits a avoir été affectés. Le parc industriel a lui aussi fait des déplacés, en l'occurrence, les 366 familles qui exploitaient les 250 hectares de terres fertiles où s'est implanté le parc. L'habitation de Chabert assurait la survie d'à peu près 2.500 personnes constituant les familles expropriées, et 750 agriculteurs qui y ont travaillé, au minimum, 100 jours chaque année.

Depuis novembre 2011, le gouvernement a réquisitionné l'espace qu'occupaient les cultivateurs pour le revêtir de béton, d'asphalte et y ériger de gros hangars prévus pour abriter les usines.

Un organisme du ministère de l'Economie et des Finances, l'Unité Technique d'Exécution (UTE), a pour mission de planifier la relocalisation des paysans et de veiller à leur indemnisation pour compenser la perte de récolte en cours, et ceci, jusqu'à qu'ils aient, de nouveau, une parcelle où travailler. Chaque agriculteur reçoit 1.450 $ US (60.900 gourdes) par hectare, et 1.000 $ US (42.000 gourdes) en plus pour la sécurité alimentaire, car si les paysans vendaient les denrées cultivées, ils s'en servaient également pour l'autoconsommation. (AKJ ignore si ces travailleurs agricoles ont reçu des dédommagements.)

UTE a indiqué à AKJ qu'en janvier 2013 l'Etat a versé à deux reprises la compensation aux paysans expropriés pour perte de récolte, car, deux récoltes ont été perdues. Les cultivateurs tardent à trouver leur « *terre promise* ».

Ce qui signifie aussi une double perte de 1.400 tonnes métriques (TM), ou 2.800 TM, de produits agricoles, équivalant à environ 100.000 boisseaux de fèves séchées, et aussi les débours de 1.2 millions de $ US (plus de 50 millions de gourdes) pour les paiements aux déplacés, en plus d'un million $ US dépensés par l'UTE pour ce programme d'accompagnement et relocalisation.

Verly Davilmar va recevoir 35.000 gourdes (833 $ US) pour sa récolte perdue. Autrefois, il travaillait un demi-hectare de terre où il cultivait de l'igname, du manioc et de l'épinard. Aujourd'hui non. Point de terre. Il reste chez lui. Sa famille compte 10 personnes. « *Ce qu'ils ont donné passe comme un éclair* », confie-t-il à AKJ. « *L'argent n'entre pas. Tu n'as pas de terre, tu es obligé de rester sans rien* ».

Le directeur de l'UTE a fait savoir que son bureau avance vers une solution. Un espace a été trouvé dans les environs de Glaudine. «*Notre première priorité est de donner des terres aux paysans, pour qu'ils puissent travailler. Mais une fois qu'ils seront en possession de la terre, le travail ne sera pas fini. Nous nous chargerons de leur donner des titres réguliers de fermage. La Direction Générale des impôts (DGI) doit nous accompagner dans le processus* », explique Michael Delandsheer. Ensuite, « *Nous aurons à les encadrer, pour qu'ils aient des productions meilleures que celles qu'ils avaient auparavant* ».

Après près de deux ans de promesses, les agriculteurs de Caracol restent sceptiques. Et peut-être avec raison, car dans la zone de Ouanaminthe, c'était la même histoire avec le parc industriel de CODEVI. Jusqu'à présent, certains n'ont jamais reçu de terres.

Des promesses d'emploi ont été faites aussi aux familles de déplacés, selon eux.



Vue aérienne du parc

« *On a promis à notre famille qu'elle allait pouvoir travailler* [dans le PIC], *mais toujours est-il que nous n'avons reçu aucune offre d'emploi* », note Davilmar.

Le maire adjoint de Caracol est également déçu. Au départ, Vilsaint Joseph n'était pas tout à fait en faveur du parc, mais il a gardé un esprit ouvert en ce qui a trait à l'idée, dit-il. Il se dit content que la commune ait pu bénéficier de l'énergie électrique grâce à la centrale construite par les Etats-Unis. Néanmoins, ce n'est pas la population de Caracol qui profite des emplois du parc. « *Des personnes âgées de 32 ans sont allées suivre des formations mais n'ont pas été retenues à cause d'un flot de jeunes de 22 ans. Je trouve cela vexant pour quelqu'un qui a suivi une formation de 3 mois et à qui à l'arrivée on déclare qu'il ne peut pas travailler* », déplore le maire.

Parmi ses préoccupations, figure la baisse considérable de la production agricole dans la zone, parce qu'avant, « *lors de la récolte, les camions transportaient du maïs et des haricots vers Port-au-Prince.* »

Sur une douzaine de familles paysannes interviewées par AKJ, toutes ont fait remarquer que l'indemnité se révèle insuffisante, et certaines n'arrivent même pas à assurer l'écolage de leurs enfants. « *Nous pensons organiser un 'sit-in' pour exiger des autorités qu'elles nous donnent des terres, afin que nous puissions travailler* », révèle Breüs Wilcien à AKJ dans un entretien téléphonique.

Wilcien a reçu 42.000 gourdes (1.000 $ US), mais avoue être dans l'impossibilité de payer la scolarité de ses enfants. « Toute la maison en souffre. On a toujours dans notre jardin du manioc. Quand ça va mal, on va au jardin en récolter un morceau, avec lequel l'on prépare soit du pain doux, *ou bien on le mange ainsi. Nous souffrons en ce moment* ».

Les « bénéficiaires »

Si les agriculteurs et leurs familles pouvaient être considérés comme des « *perdants* », au moins pour l›instant, il y en a que le gouvernement et ses partenaires considèrent comme des « *bénéficiaires* », parce qu'ils ont trouvé un emploi. En fait tous les documents sur la reconstruction parlent de la nécessité de « *créer du travail* ». Le PIC est présenté comme le plus grand « *succès* » à ce jour.

AKJ s'est entretenu avec 15 ouvriers, des hommes et des femmes, qui travaillent à l'usine coréenne qui accueille la majorité des travailleurs du parc. Cette usine d'assemblage – S & H Global – est une filiale de SAE-A Trading. Elle assemble des vêtements pour de grandes compagnies étasuniennes, notamment : JC Penny, WalMart et autres.

Tous les ouvriers et ouvrières – la majorité est constituée d'ouvrières, comme dans toutes les usines d'assemblage à travers le monde – confirment qu'ils reçoivent le salaire minimum de 200 gourdes (4,75 $ US) par jour. Parmi les ouvriers interrogés, 11 précisent qu'ils dépensent en moyenne 61 gourdes pour le transport et 82 gourdes pour la nourriture et le rafraichissement. Il ne leur reste que 57 gourdes ou 1,36 $ US pour les dépenses supplémentaires : l'eau, l'électricité, la nourriture de la famille, les vêtements, l'écolage des enfants, etc. « *Ce salaire ne me permet pas de vivre, il ne peut rien faire pour moi* », déclare Annette.*

Autrefois cette mère de quatre enfants a travaillé au parc industriel de CODEVI, à Ouanaminthe. Elle habite à Ouanaminthe et se lève de très tôt pour se rendre au PIC. Elle a quitté son emploi pour un nouvel emploi au

Suite à la page (16)

Catastrophe à Saint Louis Du Sud : les dégâts de l'occidentalisation du monde

Par Jacques NESI

*[****Ndlr.****] Ce texte de Jacques Nési rapporte un épisode tragique survenu du côté de St. Louis du Sud le 12 mars écoulé. Bonne note a été prise des trois importantes leçons tirées par l'auteur. Toutefois, au chapitre du populisme tel que développé par Nési, nous avons quelques réserves. Mettre Salnave, Fignolé et Aristide dans le même sac populiste que Martelly est pas mal tiré par les cheveux. Les deux premiers étaient authentiquement populaires et le troisième l'est encore. Il n'en est rien de Martelly. La notion du «populisme [qui] est l'expression du rejet de la domination des élites» s'appliquerait sans doute à la pratique politique des trois premiers hommes d'Etat, mais pas à Martelly dont on voit mal un populisme qui serait « l'expression du rejet de la domination des élites traditionnelles sur le champ politique», Martelly étant l'homme de ces élites dont il défend les privilèges. «Le peuple» n'a pas «violé les règles». Il y a eu «des écumeurs de grands chemins» sans doute manipulés, et pour Martelly «la fermeté vis-à-vis des voyous n'est pas son objectif». Loin s'en faut.*

« Indignez-vous » ! lançait Stéphane Hessel dans son dernier cri de conscience qui inspirait les adhérents du printemps arabe et même les manifestants de Occupy Wall Street. La mondialisation rapproche les âmes contestataires, d'où qu'elles viennent, montrant que celle-ci est un phénomène qui met en relation les différents espaces géographiques au service d'une humanité homogène. Et c'est sans doute ce « saisissement de l'état actuel de l'humanité » qui se donne à voir dans la catastrophe enregistrée, le mardi 12 mars, en cours, à Saint Louis du Sud, à Saint Georges où des manifestants piaffaient d'impatience depuis quelques mois, empêchant la circulation des véhicules, en toute impunité, avec la complicité des élus, sur la principale artère de la route nationale numéro 2 empruntée par les automobilistes.

Ces professionnels de l'action collective, sur commande, volontaires, en colère, se sont heurtés à un tanker, transportant du carburant, à destination de la ville des Cayes. Le camion forcé de s'immobiliser a été mis à sac, vidé de sa cargaison de liquide dangereux, devenait une pompe d'essence ambulante, approvisionnant en volume important des maisonnettes, des résidences des voleurs, des bandits de grand chemin, vivant d'expédients, des flibustiers marginalisés par la misère et l'oisiveté, motivés par l'appât du gain, des escrocs qui dépassent en forfaits les fugitifs du Comte de Monte-Cristo d'Alexandre Dumas père.

Dans un branle- bas général, sceaux, bidons, pots à eau, bouteilles d'eau vides, casseroles, chaudières, ustensiles de cuisine, de pêche, de toilette, ustensiles de fortune étaient remplis d'essence. Par méconnaissance, plus le temps de réfléchir, puisque ce qui comptait c'est d'avoir le sentiment confus de s'enrichir, peu importe le prix du sacrifice. La folle tentation de s'accaparer du butin l'emportait sur toute autre considération de survie sécuritaire. La négligence fut d'un prix élevé : des maisons qui entreposaient le carburant explosèrent, craquèrent ; le camion qui transportait le liquide convoité céda sous les assauts des vandales, carbonisant les exploiteurs assoiffés de l'or d'autrui, en un temps inouï. Une catastrophe laissant des dizaines de familles dans la douleur, le deuil, le chagrin. Des corps calcinés sur place ! Des corps déchiquetés ! Des organes humains grillés ! Un spectacle affreux ! Quelles leçons tirer de cette catastrophe ?

La demande d'énergie formulée par les habitants de Saint Georges, récurrente, est compréhensible ; légitime. Elle renvoie à une appréhension de la problématique du développement de l'économie locale. Stratégique, elle s'inscrit au cœur de la demande de ressources nécessaires à créer un effet de levier incubateur d'emplois, porteur de valorisation des atouts locaux en matière de tourisme, de protection de la faune et de la flore locales. Néanmoins, le caractère légitime de cette mobilisation n'autorise pas les acteurs à créer un climat de terreur contribuant à discréditer, du même coup, l'initiative.

Depuis plus de vingt ans, les habitants de Saint Louis du Sud vivent dans l'expectative d'une prise en charge complète de leurs aspirations. Il fallut attendre septembre 2001, évaluant les échecs de bricolage antérieurs, pour que l'Union des Saint Louisiens de France pour le développement de Saint Louis du Sud (U.S.L.O.F.R.A.D.E.S) s'engage sur le projet, soutenu par les Electriciens du monde (E.D.M), un réseau d'électriciens bénévoles actifs et retraités au sein de l'Electricité de France (E.D.F).Aux termes d'années d'efforts en quête de financement du projet, les bénévoles de l'Uslofrades disposent de quatre groupes électrogènes de grande capacité, des câbles, et l'assistance technique des électriciens du Monde.



Le drame de Saint Georges. Un corp calciné dans la catastrophe enregistrée, le mardi 12 mars, en cours, à Saint Louis du Sud

Ce projet est toujours mal vu par les élus locaux, hormis le député de la législature précédente : ils souhaitent tous forger un capital politique, une fois qu'ils réussissent à doter Saint Louis du Sud d'un réseau électrique. Peu importe sa fiabilité. Ce qui compte à leurs yeux, c'est d'alimenter la commune en énergie. De plus, la politisation du projet vient du fait également que certains élus souhaitent marquer leur ancrage politique, en exigeant une couverture énergétique qui prenne davantage en compte les habitants des périphéries dont ils sont originaires.

Laurent Lamothe a fait remettre au député de Saint Louis du Sud un chèque de huit millions de gourdes en vue d'assurer la réalisation du projet. Or, cette dotation est largement insuffisante. En revanche, si le député de saint Louis du Sud et l'Union des Saint Louisiens de France mettent en synergie ces ressources, il est clair, que selon les responsables de l'Uslofrades, Saint Louis du Sud aurait déjà résolu une partie du problème énergétique de Saint louis du Sud. Ce serait un bel exemple de partenariat public/privé puisque, selon les études de faisabilité, le coût de raccordement du réseau de Cavaillon à Saint Louis est estimé à plus de 2.5 millions de dollars U.S.

Tout haïtien dispose aujourd'hui de moins de trois téléphones portables. En outre, il disposerait d'un ordinateur portable, de tablettes tactiles. Il est prêt à consacrer un budget énorme aux dépenses nécessitées par l'accès à l'énergie électrique. Outre les crédits d'unités de téléphone qui grèvent son budget, obnubilé par les mobiles téléphoniques, ce qui l'éloigne de ses champs, de ses pratiques paysannes, il veut communiquer, discuter, palabrer, crâner, à longueur de journée ; il souhaite s'inscrire dans son temps, aimant le paraître autant qu'il aime la fatuité, aussi vide et pétulant, le consommateur haïtien développe un goût immodéré pour la vie occidentale.

Dépourvu d'électricité, il souhaite, par mimétisme, reproduire les pratiques consommatrices occidentales. Mais le consommateur local ne se montre pas respectueux de ses obligations : il souhaite disposer de l'énergie électrique, mais sa facture n'est pas honorée avec régularité. La société de production et de commercialisation d'énergie française a dû mettre fin aux concessions d'exploitation du réseau de Port-au-Prince :les abonnés impayés étaient si nombreux que la société française y renonça. C'est d'ailleurs ce modèle économique inefficace qui explique l'incapacité de l'Electricité d'Haïti à assurer une couverture énergétique nationale. L'entreprise est toujours déficitaire, parce que les recettes sont insuffisantes à couvrir les frais d'exploitation. Or, le consommateur local pense que l'électricité est un bien public collectif alors que l'accès à l'énergie est excluable et rival. Autrement dit, l'accès est conditionné par la solvabilité, la discipline, la rigueur du consommateur. Et cette exigence échappe à certains consommateurs, acteurs de la mobilisation, dont le comportement déviant devrait être sanctionné par les détenteurs de la puissance publique. Or, sont-ils en capacité de le faire en Haïti? En ont-ils la volonté ?

La deuxième leçon de la catastrophe de Saint Georges est l'irresponsabilité de la Police nationale d'Haïti, mais qui renvoie à un phénomène politique qui s'affirme et se développe en Haïti :le populisme. Il n'est pas nouveau dans l'ordre politique haïtien : Sylvain Salnave, Daniel Fignolé, Jean-Bertrand Aristide, Michel Martelly… en sont les principales figures. Le populisme est l'expression du rejet de la domination des élites traditionnelles sur le champ politique. Le risque qu'il dessine c'est celui d'installer une dynamique de contestation permanente qui prend sa revanche sur la rationalité politique. Le populisme s'oppose au jugement raisonnable, à la construction d'un ordre wébérien, c'est-à-dire qui repose [sur] l'organisation d'un Etat légal, bureaucratique, chargé d'assurer « le monopole de la violence légitime ».

Le populisme, « c'est une nation épurée de ses élites malfaisantes, c'est l'idéal d'un peuple seul avec lui-même, sans aucune médiation ni parasitage du respect à soi. » (Dominique Reynié, Populismes : pente fatale, Plon, 2011,p.222). Le populisme en Haïti, c'est la primauté du droit du peuple sur le droit haïtien : il a toujours raison, les élites sont toujours soupçonnées de parti-pris, à tort. Parce que selon les populistes, elles souffrent d'un déficit de légitimité, en flagrant délit de connivence avec la bourgeoisie, les acteurs extérieurs. Le gouvernement s'en méfie, caressant le peuple dans le sens du poil. La catastrophe de Saint Louis du Sud illustre bien comment le peuple a violé les règles par la paralysie des activités économiques. Ce populisme est négatif : il nuit à la dynamique de l'activité économique, entrave la liberté des citoyens, assure la promotion de l'anarchie, accorde enfin une prime à la destruction des moyens de production. Recherchant en permanence leur domination dans le champ politique, les élus accordent un blanc-seing à ces entrepreneurs de la déviance.

La troisième leçon de la catastrophe de Saint Louis du Sud est la conséquence du populisme négatif, c'est l'impunité dont jouissent les malfrats. Il est inacceptable que ces derniers exercent leur emprise psychologique, la terreur sur des paisibles citoyens, au nom d'une aspiration légitime. Il est autant inacceptable que le pouvoir en place s'efface devant la violence des écumeurs de grands chemins qui pillent les biens appartenant au secteur privé. Il s'agit d'une violation du droit de propriété, indispensable à l'économie de marché. Une économie pour qu'elle se développe et soit efficace exige des règles. C'est d'ailleurs ce qu'a développé Joseph Stiglitz dans son dernier ouvrage « The price of inequality, Norton, 2012). Tout système économique ne se développe que dans un corps de règles et de régulations. C'est leur respect qui garantit la possibilité pour les agents économiques d'intervenir avec efficacité, de produire les richesses, de s'endetter, de risquer son patrimoine.

Or le comportement du gouvernement haïtien est discriminant :il ne vise pas seulement la protection des riches mais il doit créer les conditions pour que ce ne soit pas la minorité dominante et ombrageuse. Il faut dénoncer la mollesse du gouvernement, de son président qui crient sur tous les toits que l'activité entrepreneuriale est libre de toute entrave et contrainte. La position du gouvernement est incohérente : la fermeté vis-à-vis des voyous n'est pas son objectif. D'ailleurs, le président de la République, qui était à 30 kms du drame, a préféré festoyer aux Côtes de Fer, ce week-end (tant pis pour ces familles endeuillées dans l'indifférence d'un pouvoir autiste et myope). C'est une preuve que l'accompagnement des entrepreneurs en Haïti, au cœur de la propagande gouvernementale, est un slogan vide de sens. Autant vide son ambition de rapprocher l'économie haïtienne de l'Occident.

L'occidentalisation du monde est donc sans limites. L'occident malmené, agité, bousculé par la crise financière mondiale et les conséquences sociales qu'elle entraîne, réussit à diffuser dans les coins les plus reculés du monde les ondes captivantes de son modèle d'économie de marché, sa supériorité dans le tout compétitif. Les peuples du monde s'en réclament .Ils veulent accéder aux bienfaits du libéralisme. Contrairement à ce que pensent certains géopolitologues, ils sont prêts à sacrifier leurs vies, désacraliser les valeurs qui ont fait la force du modèle.

On Second Anniversary of Illegal Election:

Martelly and Washington Push For Another "Electoral Hold-Up"

By Kim Ives

Mar. 20, 2013 marks the second anniversary of a patently illegal and exclusionary election that brought President Michel Martelly to power.

The first round of that election, held on Nov. 28, 2010, was a complete fiasco, marred by disorganization, voter fraud, and disenfranchisement. Furthermore, months earlier, Haiti's largest party, the Lavalas Family of former President Jean-Bertrand Aristide, had been illegally and arbitrarily excluded from fielding a candidate.

Thirteen of the 18 presidential candidates held a joint press conference and issued a joint statement the same day calling for the election to be annulled and reheld.

But Edmond Mulet, the head of the UN military occupation force known as MINUSTAH, called two of the candidates – Mirlande Manigat and Michel Martelly – and assured them they were front-runners. Jettisoning principle, the two about-faced and backtracked on their call for annulment.

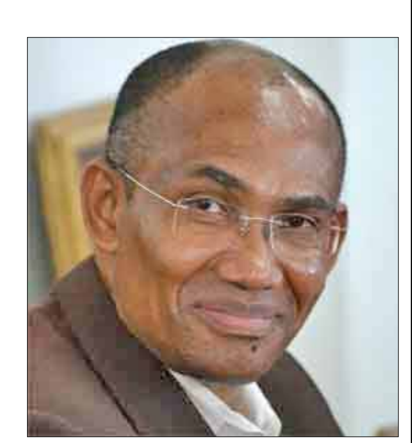
Haiti's Provisional Electoral Council (CEP) announced first round results on Dec. 7, saying Manigat had placed first and Jude Célestin of the ruling party, Unity, second. Martelly had placed a close third, edged out by about 7,000 votes, the CEP said. The Haitian Constitution says that the CEP is the "final arbiter" of all Haitian elections.

As Martelly's supporters launched violent demonstrations, Washington mobilized the Organization of American States (which Cuba wryly dubs the U.S. "Ministry of Colonial Affairs") to send a delegation of mostly North American "election experts" to recalculate the vote and pronounce Martelly the second place finisher.

"There was enormous political pressure brought to bear by the United States and its allies – the same countries who dominated the OAS Mission – for Haiti's CEP to accept the Mission's reversal of the first round election results," the Center for Economic and Policy Research (CEPR) explained in an August 2011 report on the OAS intervention. "U.S. Ambassador to the UN Susan Rice threatened Haiti with a possible cut-off of aid if the government did not accept the Mission's recommendations... According to multiple reports, 'the international community .... threatened [then Haitian President René] Préval with immediate exile if he does not bow to their interpretation of election results.'"

Furthermore, the OAS Mission "did not establish any legal, statistical, or other logical basis for its conclusions," the CEPR study found. In short, the OAS overruled Haiti's CEP "for political reasons," the CEPR concluded.

However, the CEP, Haiti's "final arbiter" in elections, never validated the OAS findings. And the OAS was perfectly aware of this. On Mar. 19, 2011, the day before the election, Colin Granderson, the head of the OAS/Caricom election observer team, acknowledged to *Haïti Liberté* and other journalists that the election was illegal because the CEP had not signed off on the first round. "It is one of our concerns," he said.



The OPL's Sauveur Pierre Etienne (above) called Martelly's efforts to validate the CTCEP with parliamentary appointments another step toward an "electoral hold-up."

Martelly went on to win the Mar. 20 run-off, which, like the first round, drew less than 25% of Haiti's electorate, a record low turn-out for a presidential election not just in Haiti, but in the hemisphere.

Having outrageously meddled in Haiti's sovereign electoral process, Washington continues down the same road today with Martelly as its apparently gleeful accomplice. This week, the U.S. Embassy tried to push the presidents of Haiti's Senate and Chamber of Deputies to confirm three members proposed by a Bicameral Parliamentary Commission to the Transitory College of the Permanent Electoral Council (CTCEP). The CTCEP is a completely unconstitutional body concocted in response to the outcry over Martelly's illegal and heavy-handed formation of a Permanent Electoral Council. Many senators and deputies have called on Martelly to simply select, in conjunction with the Parliament, a compromise Provisional Electoral Council to hold long delayed elections for one-third of the Senate's seats, which expired last May. This is the path prescribed by Haiti's Constitution.

To complicate matters further, Senate president Simon Dieuseul Desras is said to be traveling in Haiti's provinces. Sen. Andris Riché from the Struggling People's Party (OPL) is acting in his stead and claims that Desras gave him a green-light to proceed with the vote. But Sauveur Pierre Etienne, the OPL's coordinator, has called Martelly's and Washington's effort to establish the CTCEP, which would be stacked with Martelly's hand-picked representatives, an "electoral hold-up."

A Haitian proverb says "A leaky house can fool the sun, but it can't fool the rain." The popular movement which brought Aristide to power in 1990 and 2000 has often been compared to water, specifically a Lavalas, meaning flood in Kreyòl. The leaky house created by the March 2011 elections appears to be flooding from a rising tide of protest as people around Haiti march against Martelly's cavalier, corrupt and repressive regime, set in place, once again, by Washington. A bogus electoral council, which can only produce another bogus election, will only make matters worse.

MOLEGHAF Marches Against "Pink Hunger"



A MOLEGHAF demonstration in December. The police's curbing of MOLEGHAF's Mar. 19 demonstration was "a violation of our legal rights," said leader David Oxygène

by Yves Pierre-Louis & Kim Ives

Dozens of people from the teeming Fort National neighborhood of Port-au-Prince took to the streets on Mar. 19 to protest against the government of President Michel Martelly and Prime Minister Laurent Lamothe, whose policies are increasing unemployment, inflation, corruption, poverty, and hunger in Haiti.

Over nearly two years since Martelly came to power, Haiti has sunk to 161st of 186 countries on the United Nations Development Programme's 2013 Human Development Index (HDI), three spots lower than its ranking in the UNDP's 2011 Human Development Report.

Fort National is part of the capital's hillside slum of Belair, which has been a wellspring of demonstrations against the 2004 coup d'état, the ensuing U.S./French/Canadian and then UN military occupations, and now the neo-Duvalierist Martelly regime.

The spirited protest was called by the ever-active National Movement for Liberty, Equality, and Fraternity of Haitians (MOLEGHAF), which often holds weekly protests in front of the Social Affairs Ministry. Many demonstrators carried signs saying "Down with Pink Hunger," a reference to candidate Martelly's campaign color. Martelly partisans now where pink plastic bracelets.

The demonstrators marched down several streets, but when they arrived at Belair's Rue Sans-Fil, Haitian police diverted them onto the Champ de Mars square, forcing an end to the protest.

"We provided the police with a clear indication of our march route," explained David Oxygène, MOLEGHAF's Secretary General. "To our amazement, the Police simply imposed another route. This is an arbitrary and illegal action on their part, a violation of our legal rights." Under Haiti's Constitution, demonstrators must notify police before they march but can choose their route. MOLEGHAF had wanted a different march route, ending with a rally at the Haitian Parliament in the capital's Bicentennial Park. Oxygène said the march notification and route had been duly delivered to the Haitian Police's Departmental Directorate of the West (DDO).

"We will continue to fight for change in the poor popular quarters of the country," said Oxygène, whose group has led many demonstrations denouncing unemployment and poverty for the past three years.

Last July, Oxygène and another MOLEGHAF leader were arrested at their demonstration in front of the Social Affairs Ministry and held for over two months without charges in Haiti's fetid National Penitentiary.

ENTRETIEN DE BACHAR EL-AS

Par Bachar el-Assad

Le 3 mars 2013 dernier, le journaliste de Sunday Times Hala Jaber, a eu un entretien avec le président de la République de Syrie Bachar el-Assad à Damascus. Nous publions tout le contenu de ce dialogue afin de permettre à nos lecteurs de mieux comprendre la crise syrienne et également les raisons pour lesquelles l'Occident vise que la crise se termine par la chute du régime.

Sunday Times, Hala Jaber : Monsieur le Président, votre récente offre de « dialogue politique » a été fermement rejetée par ces mêmes groupes que vous devez pacifier pour mettre fin à la violence : les rebelles armés et la Coalition nationale syrienne, principale alliance de l'opposition. Vous offrez donc un rameau d'olivier à la seule opposition loyaliste, en majorité interne, qui renonce à la lutte armée et reconnaît effectivement la légitimité de votre leadership. Avec qui êtes-vous vraiment prêt à dialoguer ?

Bachar el-Assad : Pour plus de précision, permettez-moi de commencer par corriger certaines idées fausses qui circulent et qui sont sous-entendues dans votre question.

Hala Jaber : Bien.

Bachar el-Assad : Premièrement, lorsque j'ai annoncé « le plan », j'ai dit que je m'adressais à ceux que le dialogue intéresse, parce que vous ne pouvez proposer un plan reposant sur le dialogue à qui ne croit pas au dialogue. J'ai donc été très clair sur cette question.

Deuxièmement, ce « dialogue ouvert » ne doit pas avoir lieu entre certains groupes exclusifs, mais entre tous les Syriens et à tous les niveaux. C'est un dialogue qui porte sur l'avenir de la Syrie. Nous sommes 23 millions de Syriens et nous avons tous le droit de participer à la construction de l'avenir du pays. Certains peuvent le regarder comme un dialogue entre le gouvernement et certains groupes de l'opposition « externe ou interne ». C'est, en fait, une façon très superficielle de le voir. Il est beaucoup plus global et concerne chaque Syrien et tous les aspects de la vie syrienne. L'avenir de la Syrie ne peut être déterminé par ses seuls dirigeants, mais par les ambitions et les aspirations de tout son peuple.

L'autre aspect de ce dialogue est qu'il ouvre la porte aux groupes armés pour qu'ils déposent leurs armes. D'ailleurs, nous avons accordé plus d'une amnistie pour faciliter cela. C'est la seule façon d'installer le dialogue avec ces groupes. Cela avait commencé, avant même l'annonce du plan, certains ayant déjà rendu les armes et repris le cours de leur vie normale. Mais, ce « plan » rend le processus plus méthodique, publiquement annoncé et clair.

Concernant l'opposition, une autre erreur de l'Occident consiste à mettre toutes les entités, mêmes hétérogènes, dans le même panier ; comme si tout ce qui s'oppose au gouvernement est dans cette opposition. Nous nous devons d'être clairs sur ce point. Nous avons une opposition correspondant à des entités politiques et nous avons des terroristes armés. Nous pouvons engager le dialogue avec l'opposition, mais nous ne pouvons pas engager le dialogue avec les terroristes ; nous luttons contre le terrorisme !

Une phrase revient souvent [en Occident] : « l'opposition de l'intérieur de la Syrie » ou « l'opposition interne loyale envers le gouvernement »… Les groupes d'opposition devraient être patriotes et loyaux envers la Syrie ! L'opposition interne et externe ne relèvent pas d'une localisation géographique, mais de leurs racines, de leurs ressources, et de leurs représentants. Sont-elles enracinées dans la terre syrienne ? Représentent-elles le peuple syrien et les intérêts syriens ou les intérêts d'un gouvernement étranger ? C'est notre façon de regarder le dialogue, c'est ainsi que nous l'avons commencé, et c'est ainsi que nous allons le poursuivre.

Hala Jaber : La plupart l'ont rejeté, du moins si nous parlons des opposants de l'extérieur qui sont devenus « l'organisation saluée en tant qu'Opposition » avec, fondamentalement, le monde entier derrière eux. La plupart l'ont en effet rejeté et certains de ces opposants ont décrit votre offre comme une « perte de temps » ; d'autres ont déclaré qu'il s'agissait d'une « rhétorique creuse » fondée sur un manque de confiance ; William Hague, ministre britannique des Affaires étrangères, considérant qu'elle allait « au-delà de l'hypocrisie », les Américains disant que vous étiez dans un " déni de la réalité " !

Bachar el-Assad : Je ne ferai aucun commentaire sur ce que ces soi-disant organisations, extérieures à la Syrie, ont dit. Ces organisations ne sont pas indépendantes. En tant que Syriens, nous sommes indépendants et nous devons répondre à des organisations indépendantes, ce qui n'est pas leur cas. Alors, intéressons-nous aux autres allégations.

À propos du « déni de la réalité » : la Syrie se bat contre les adversaires et les ennemis depuis deux ans ; vous ne pouvez pas le faire si vous n'avez pas le soutien du peuple. Le peuple ne vous soutiendra pas si vous êtes détaché de la réalité. Au Royaume-Uni, une étude récente montre qu'une proportion non négligeable de britanniques demandent à leur gouvernement de « rester en dehors de la Syrie » et pensent pas qu'il ne devrait pas fournir du matériel militaire aux rebelles en Syrie. En dépit de cela, le gouvernement britannique continue de pousser l'Union européenne à lever son embargo sur les armes en direction des rebelles en Syrie, et à entreprendre de leur livrer des « armes lourdes ». Etre ainsi détaché de votre propre opinion publique, c'est ce que j'appelle un « déni de la réalité » !

Ils vont plus loin encore lorsqu'ils déclarent qu'ils veulent envoyer une « aide militaire » qu'ils présentent comme « non létales » ; alors que les renseignements, l'assistance financière et en moyens de communication fournis, sont quand même létaux ! Les événements du 11 Septembre n'ont pas été commis par des « aides létales ». C'est l'utilisation et l'entrainement à une technologie non-létale qui ont causé les atrocités. Le gouvernement britannique veut envoyer une aide militaire aux « groupes modérés », en sachant très bien que ces groupes modérés n'existent pas en Syrie. Maintenant, nous savons tous que nous combattons Al-Qaïda ou Jabhat al-Nusra – qui est une émanation d'Al-Qaïda – et d'autres groupes d'individus endoctrinés par des idéologies extrémistes. C'est cela qui est « au-delà de l'hypocrisie » !

Ce qui est « au-delà de l'hypocrisie » est que vous parliez de « liberté d'expression » quand vous bannissez la diffusion des chaines de télévision syriennes par les satellites européens ; quand vous pleurez pour quelqu'un qui a été tué par des terroristes en Syrie, tout en empêchant le Conseil de sécurité de prononcer une déclaration dénonçant un attentat suicide, tel celui qui a eu lieu la semaine dernière à Damas, alors que vous y étiez, et où trois cents Syriens dont des femmes et des enfants ont été tués ou blessés… tous des civils ! C'est au-delà de l'hypocrisie quand vous prêchez les droits de l'homme et que vous allez, en Irak, en Afghanistan et en Libye, tuer des centaines de milliers de personnes dans des guerres illégales. C'est au-delà de l'hypocrisie quand vous parlez de démocratie et que vos alliés les plus proches sont les pires régimes autocratiques du monde et appartiennent aux siècles médiévaux. C'est cela l'hypocrisie !



Seul le peuple syrien peut dire au président de rester ou de quitter, de venir ou de partir. Je le dis clairement afin que tous les autres ne perdent pas leur temps et sachent sur quoi se concentrer

Hala Jaber : Mais vous vous référez toujours aux personnes qui se battent ici [en Syrie] comme à des terroristes, acceptez-vous, même si certains sont de Jabhat al-Nusra ou affiliés à Al-Qaïda, qu'il en existe d'autres qui sont de l'ASL [Armée Syrienne Libre] ou sous l'égide de l'ASL ? Acceptez-vous que certains soient des déserteurs et que certains autres soient simplement des gens ordinaires qui ont initié une frange de la rébellion ? Ceux-là ne sont pas des terroristes ; ce sont des gens qui se battent pour ce qu'ils croient être bon pour le moment.

Bachar el-Assad : Quand nous disons que nous combattons Al-Qaïda, nous voulons dire que le groupe terroriste principal et le plus dangereux est Al-Qaïda. J'ai dit lors de plusieurs interviews et discours que ce n'est pas le seul groupe présent en Syrie. Le spectre va des petits criminels, aux trafiquants de drogue, aux groupes qui kidnappent et tuent juste pour de l'argent, jusqu'aux mercenaires et rebelles armés. Il est clair que ceux-là n'ont ni programme politique ni aucune motivation idéologique.



Des rebelles Syriens



Le journaliste de Sunday Times Hala Jaber et le président de la République de Syrie Bachar el-Assad

La soi-disant « Armée Syrienne libre » n'est pas l'entité que l'Occident voudrait faire croire à vos lecteurs. Il y a des centaines de petits groupes tels que définis par les organismes internationaux qui travaillent avec Annan et Al-Ibrahimi. Il ne s'agit en aucun cas d'une entité, il n'y a pas de leadership, il n'y a pas de hiérarchie ; mais différents gangs oeuvrant pour diverses raisons. L' « Armée syrienne libre » est tout simplement le titre, le parapluie utilisé pour légitimer ces groupes.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y avait pas un mouvement spontané au tout début du conflit. Il y avait des gens qui voulaient des changements en Syrie et je l'ai moi même publiquement reconnu à plusieurs reprises. C'est pourquoi j'ai dit que le dialogue n'est pas pour le conflit en soi mais concerne l'avenir de la Syrie, parce que beaucoup de groupes persistent dans leur volonté de changement et sont désormais contre les terroristes. Ils continuent à s'opposer au gouvernement, mais ne portent pas d'armes. Que vous ayez des besoins légitimes ne rend pas vos armes légitimes !

Hala Jaber : Dans votre plan en 3 étapes, la première parle de la cessation de la violence. Manifestement, il y a d'une part l'armée et d'autre part les combattants. Or, dans le cas de l'armée vous avez une hiérarchie et donc si vous voulez un cessez-le-feu, il y a un commandant qui peut le contrôler. Mais quand vous proposez la cessation de la violence ou du feu, comment pouvez-vous supposer la même chose pour autant de groupes rebelles que vous dites si dispersés et sans direction unifiée ? C'est donc l'une des exigences de votre plan qui parait fondamentalement impossible. Ensuite, vous parlez de référendum, mais étant donné le grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur et à l'extérieur de vos frontières dont beaucoup sont l'épine dorsale de l'opposition, il ne semble pas que les résultats de ce référendum puissent être justes. Enfin, la troisième étape de votre plan concernant les élections législatives, espérées avant 2014, fait que la liste des réalisations à atteindre d'ici là est fort longue ! Dès lors, quelles sont vos véritables conditions pour que le dialogue se tienne, et est ce que certaines de vos conditions suggérées ou offertes ne sont pas impossibles à réaliser ?

Bachar el-Assad : Cela dépend de la façon dont nous regardons la situation. Tout d'abord, disons que l'article principal du plan est le dialogue, lequel dialogue décidera du calendrier de tout le reste, dont les procédures et les détails de ce même plan. Le premier article implique la cessation de la violence. Si nous ne pouvons pas arrêter cette violence, comment pourrions-nous parvenir aux autres articles tels que le référendum et les élections, et ainsi de suite ? Mais dire que vous ne pouvez pas arrêter la violence n'est pas une raison pour ne rien faire. Oui, il ya beaucoup de groupes sans réel leadership comme je les ai décrits, mais nous savons que leur véritable leadership se situe dans ces pays qui les financent et leur fournissent armes et équipements ; principalement la Turquie, le Qatar et l'Arabie saoudite. Si des pays tiers veulent vraiment aider le processus planifié, ils doivent faire pression sur ces pays afin qu'ils cessent d'approvisionner les terroristes. Comme tout autre État souverain, nous ne négocierons pas avec des terroristes !



Hala Jaber : Vos critiques disent que d'authentiques et véritables négociations pourraient mener à votre chute et à celle de votre gouvernement ou régime, que vous le savez, et que c'est pour cela que vous proposez des scénarios pratiquement irréalisables pour le dialogue et les négociations.

Bachar el-Assad : En fait, je ne sais pas cela, je sais son contraire ! Restons logiques et réalistes. Si tel était le cas, ces ennemis, adversaires ou opposants devraient pousser au dialogue puisqu'ils estiment qu'il leur offrira ma chute. En réalité, ils font tout le contraire. Ils empêchent les « organisations de l'opposition extérieures à la Syrie » de participer au dialogue, car je pense qu'ils croient l'exact opposé de ce qu'ils disent et savent que ce dialogue n'amènera pas ma chute, mais fera que la Syrie en sortira vraiment plus forte. Ceci pour le premier aspect.

SSAD AVEC LE SUNDAY TIMES !

Le deuxième aspect est que l'ensemble du dialogue porte sur la Syrie, sur l'avenir de la Syrie et aussi sur le terrorisme ; non sur les postes et les personnalités. Par conséquent, ils feraient mieux de ne pas détourner l'attention du peuple en parlant de ce dialogue et de ce qu'il pourrait apporter ou non au président. Je ne le fais pas moi-même. En fin de compte, c'est une contradiction. Ce qu'ils disent est en contradiction avec ce qu'ils font !

Hala Jaber : Vous avez bien dit que s'ils poussaient au dialogue, ils pourraient entraîner votre chute ?

Bachar el-Assad : Non, vu ce qu'ils déclarent pouvoir amener ma chute, j'ai dit : pourquoi ne viendraient-ils pas au dialogue ? Ils disent que le dialogue conduira à la chute du président


Vont-ils juger les dirigeants US (Bush) et britanniques (Tony Blair) pour avoir attaqué l'Irak en 2003 et avoir fauché plus d'un demi-million de vies sans parler des orphelins, des handicapés, des défigurés et malformés ?

et moi, je les invite au dialogue. Pourquoi n'acceptent-ils pas un dialogue pour s'offrir ma chute ? La réponse est évidente. C'est pourquoi j'ai dit qu'ils se contredisent !

Hala Jaber : Monsieur le Président, John Kerry, un homme que vous connaissez bien, a commencé une tournée qui le mènera ce week-end en Arabie saoudite, au Qatar et en Turquie où il leur parlera des moyens de « faciliter votre éviction ». En début de semaine, il a déclaré à Londres comme à Berlin que le président Assad devait partir et aussi qu'une de ses premières actions serait d'élaborer des propositions diplomatiques pour vous persuader d'abandonner le pouvoir. L'inviteriez-vous à Damas pour en discuter ? Que lui diriez-vous ? Quel serait votre message du moment, étant donné ses déclarations et ce qu'il s'est préparé à dire à ses alliés, lors de sa visite de cette fin de semaine ? Et, si possible, comment le décririez-vous en fonction de vos relations dans le passé ?

Bachar el-Assad : Je préfère décrire les politiques plutôt que de décrire les personnes. Aussi, il est en-


C'est au-delà de l'hypocrisie quand vous prêchez les droits de l'homme et que vous allez, en Irak, en Afghanistan et en Libye, tuer des centaines de milliers de personnes dans des guerres illégales

core trop tôt pour le juger. Il est à seulement quelques semaines de sa nomination en tant que secrétaire d'État. Mais, avant tout, le point que vous avez évoqué est lié à des questions ou à des affaires internes syriennes. Aucun sujet syrien de cet ordre ne sera soulevé avec des personnes étrangères. Nous n'en discutons qu'entre syriens et en Syrie. Je ne vais donc pas en discuter avec quiconque qui viendrait de l'étranger. Nous avons des amis et nous discutons de nos problèmes avec les amis. Nous écoutons leurs conseils, mais finalement la décision est nôtre et il nous appartient, en tant que syriens, de penser ou de faire ce qui est bon pour notre pays.

Si quelqu'un veut « vraiment » – et j'insiste sur le mot vraiment – aider la Syrie et aider à la cessation de la violence dans notre pays, il ne peut faire qu'une seule chose ; il peut se rendre en Turquie et s'asseoir avec Erdogan pour lui dire de stopper la contrebande de terroristes vers la Syrie, d'arrêter d'envoyer des armes, de cesser de fournir un soutien logistique aux terroristes. Il peut aussi aller en Arabie saoudite et au Qatar pour leur dire de cesser de financer les terroristes en Syrie. C'est la seule chose que n'importe qui pourrait faire en ce qui concerne le versant externe de notre problème, mais nul étranger ne peut s'occuper du versant interne.

Hala Jaber : Alors, quel est votre message à Kerry ?

Bachar el-Assad : Il est très clair. Il faut comprendre que ce que je dis aujourd'hui, n'est pas un message adressé à Kerry seulement, mais à tous ceux qui parlent de la question syrienne : seul le peuple syrien peut dire au président de rester ou de quitter, de venir ou de partir. Je le dis clairement afin que tous les autres ne perdent pas leur temps et sachent sur quoi se concentrer.

Hala Jaber : Quel rôle, le cas échéant, voyez-vous pour la Grande-Bretagne au niveau du processus de paix en Syrie ? Y a-t-il eu des contacts informels avec les Britanniques ? Quelle est votre réaction devant le soutien de Cameron à l'opposition ? Que lui diriez-vous si vous étiez assis en face de lui en ce moment, surtout que la Grande-Bretagne appelle à l'armement des rebelles ?

Bachar el-Assad : Il n'y a pas de contact entre la Syrie et la Grande-Bretagne depuis longtemps. Si nous parlons de son rôle, nous ne pouvons pas le séparer de sa crédibilité, comme nous ne pouvons pas séparer sa crédibilité, elle-même, de l'histoire de ce pays. Pour être franc, maintenant que je parle à une journaliste britannique et à un public britannique, la Grande-Bretagne a joué un fameux rôle [dans notre région], un rôle non constructif dans plusieurs domaines et depuis des décennies, certains diraient depuis des siècles ! Je vous dis ici la perception que nous en avons dans notre région.

Le problème avec ce gouvernement est que sa rhétorique superficielle et immature ne fait que souligner cette tradition de harcèlement et d'hégémonie. Franchement, comment peut-on s'attendre à ce que nous demandions à la Grande-Bretagne de jouer un rôle en Syrie alors qu'elle est déterminée à militariser le problème ? Comment pourrions-nous leur demander de jouer un rôle pour que la situation s'améliore et se stabilise ? Comment pourrions-nous nous attendre à ce qu'ils contribuent à atténuer la violence, alors qu'ils veulent envoyer des fournitures militaires aux terroristes et n'essayent même pas de faciliter le dialogue entre les Syriens ? Ce ne serait pas logique. Je pense qu'ils travaillent contre nous et contre les propres intérêts du Royaume-Uni. Ce gouvernement agit d'une manière naïve, confuse et peu réaliste. Si les Britanniques veulent jouer un rôle, ils devraient changer cela et agir d'une manière plus raisonnable et responsable. D'ici-là, nous n'attendons pas qu'un pyromane se comporte en pompier !

Hala Jaber: En 2011, vous aviez dit que vous ne gaspillerez pas votre temps à parler avec les meneurs de l'opposition. Je parle ici des organisations externes dont vous aviez, en fait, à peine reconnu l'existence. Qu'est-ce qui vous a récemment fait changer d'avis ? Quel type de pourparlers avez-vous, le cas échéant, avec les rebelles qui sont un facteur et une composante majeure dans cette crise ? Ce, d'autant

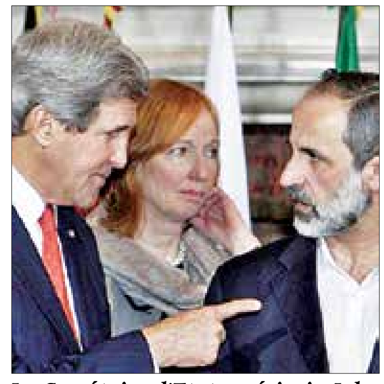

La Syrie se bat contre les adversaires et les ennemis depuis deux ans ; vous ne pouvez pas le faire si vous n'avez pas le soutien du peuple

plus que votre ministre des Affaires étrangères, Mouallem, a déclaré plus tôt dans la semaine et lors de sa visite en Russie que le gouvernement est ouvert à des discussions avec l'opposition armée. Pouvez-vous préciser ?

Bachar el-Assad : En réalité, je n'ai pas changé d'avis. Encore une fois, ce plan ne leur est pas destiné, mais à tout Syrien qui accepte le dialogue. Donc, cette dernière initiative ne traduit pas un changement d'avis.

Ensuite, depuis le premier jour de cette crise, commencée il y a deux ans, nous avons dit que nous étions prêts au dialogue ; rien n'a changé depuis. Nous avons une position très cohérente à l'égard du dialogue. Certains pourraient comprendre que j'ai changé d'avis parce que je n'ai pas reconnu la première entité [de l'opposition], alors que je reconnaitrais la seconde entité. Je n'ai reconnu ni l'une, ni l'autre. Plus important encore, le peuple syrien ne les reconnait pas et ne les prend pas au sérieux. Lorsqu'un produit échoue sur le marché, ils le retirent. Ils changent son nom, changent son emballage avant de le relancer. Il n'empêche qu'il est toujours défectueux. La première et la deuxième organisation de l'opposition sont un seul et même produit avec un emballage différent.

Concernant la déclaration de notre ministre, M. Moallem, elle était des plus claires. Une part de notre initiative est que nous sommes prêts à négocier avec quiconque, y compris avec les rebelles qui déposent leurs armes.




Le Secrétaire d'Etat américain John Kerry, à gauche, s'entretient avec le syrien Mouaz al-Khatib, chef de la coalition d'opposition, lors d'une conférence internationale sur la Syrie à la Villa Madama, à Rome, le jeudi 28 février 2013. Les Etats-Unis est à la recherche de moyens plus concrets pour soutenir les rebelles de la Syrie après presque deux ans de guerre civile.
(AP Photo / Riccardo De Luca)

Nous ne traiterons pas avec des terroristes déterminés à garder leurs armes pour terroriser la population, tuer des civils, attaquer les lieux publics ou les entreprises privées, et détruire le pays.

Hala Jaber : Monsieur le Président, le monde regarde la Syrie et voit un pays en cours de destruction, avec au moins 70 000 morts, plus de 3 millions de personnes déplacées, et des divisions sectaires de plus en plus profondes. Beaucoup de gens autour du monde vous blâment. Qu'est-ce que vous leur répondez ? Êtes-vous à blâmer pour ce qui s'est passé dans le pays que vous dirigez ?

Bachar el-Assad : Vous donnez ces chiffres comme s'il s'agissait d'un tableau numérique, alors que certains acteurs les utilisent pour faire avancer leur agenda politique, et c'est malheureusement la réalité. Pour nous Syriens et indépendamment de leur exactitude, chacun de ces chiffres représente un homme, une femme ou un enfant syriens. Quand vous parlez de milliers de victimes, nous voyons des milliers de familles qui ont perdu des êtres chers dont ils porteront le deuil pendant des années et des années. Personne ne peut


Vont-ils juger le premier ministre de la Turquie Recep Tayyip Erdogan devant ce même tribunal parce qu'il a envoyé des mercenaires en Syrie ?

éprouver cette douleur plus que nous-mêmes !

Si nous nous penchons sur la question des agendas politiques, nous devons nous poser des questions plus importantes. Comment ces chiffres ont-ils été vérifiés ? Combien de combattants étrangers représentent-ils ? Combien y a-t-il de combattants âgés de 20 à 30 ans ? Combien d'entre eux étaient des civils, des femmes ou des enfants, tous innocents ? La situation sur le terrain fait qu'il est presque impossible d'obtenir des réponses précises à ces questions.

Nous savons tous combien ont été manipulés, dans le passé, les chiffres de morts et de blessés pour ouvrir la voie à des « interventions humanitaires ». Le gouvernement libyen a récemment annoncé que le nombre de morts « avant l'invasion » de la Libye a été exagéré ; ils ont parlé de cinq mille victimes de part et d'autre tandis que les chiffres qui ont circulé à l'époque [de l'invasion] parlaient de dizaines de milliers de personnes.

Les Britanniques et les Étasuniens, présents physiquement en Irak pendant la guerre, ont été incapables de fournir des chiffres précis sur les victimes tuées du fait de leur invasion. Soudain, voilà que ces mêmes sources sont capables de décompter très précisément les victimes syriennes. C'est un étrange paradoxe !

C'est en toute simplicité que je vous dis que ces chiffres n'existent pas dans la réalité. Ils font partie de leur réalité virtuelle, celle qu'ils veulent créer pour faire avancer leur agenda et pousser vers une intervention militaire, sous couvert d'une intervention humanitaire !

Hala Jaber : Si je puis me permettre de revenir sur ce point en particulier, même si les chiffres sont exagérés et pas vraiment précis, ils sont corroborés par des groupes syriens et quoi qu'il en soit, il n'en demeure pas moins que des milliers de syriens ont été tués. Certains étaient des combattants, mais d'autres étaient des civils. Certains sont morts lors d'offensives militaires menées, par exemple, par l'artillerie ou l'aviation sur certains secteurs. Donc, même si nous ne nous basions pas sur des chiffres exacts, ils continuent à vous blâmer pour les civils tués, lors d'offensives de l'armée. Acceptez-vous cela ?

Bachar el-Assad : Tout d'abord, nous ne pouvons pas parler de leur nombre sans citer des noms. Les personnes qui ont été tuées ont des noms. Ensuite, pourquoi sont-ils morts ? Où et comment ont-ils été tués ? Qui les a tués ? Les bandes armées, les groupes terroristes, les criminels, les kidnappeurs, l'Armée, qui les a tués ?

Hala Jaber : Une combinaison de toutes ces opérations.

Bachar el-Assad : C'est, en effet, une combinaison ; mais il semble que vous laissez entendre qu'une seule personne est responsable de la situation actuelle et de toutes les pertes en vies humaines. Dès le premier jour, la situation en Syrie a été influencée par les dynamiques militaire et politique, le tout évoluant très rapidement. Dans de telles situations, vous avez les catalyseurs et les obstacles. Supposer qu'un côté est responsable de tous les obstacles, alors qu'un autre est responsable de toutes les catalyses est absurde.

Beaucoup trop de civils innocents sont morts et beaucoup trop de Syriens sont dans la souffrance. Comme je l'ai déjà dit, personne n'est plus en peine que les Syriens eux-mêmes et c'est pourquoi nous incitons à un dialogue national. Je ne suis pas dans une affaire de blâme, mais si vous parlez de ma responsabilité, il est clair que j'ai la responsabilité constitutionnelle de garder la Syrie et son peuple à l'abri des terroristes et des groupes radicaux.

Hala Jaber : Quel est le rôle d'Al-Qaïda et d'autres djihadistes et quelles menaces représentent-ils pour la région et l'Europe ? Craignez-vous que la Syrie ne se transforme en quelque chose de semblable à la Tchétchénie il y a quelques années ? Êtes-vous préoccupé par le sort des minorités, si vous perdiez cette guerre, ou encore par une guerre sectaire comme en Irak ?

Bachar el-Assad : Le rôle d'Al-Qaïda en Syrie est comme le rôle d'Al-Qaïda partout ailleurs dans le monde ; assassinat, décapitation, torture, interdiction des enfants d'aller

Suite à la page (14)

Le Bronx, un des quartiers les plus pauvres de New York, rend hommage à Hugo Chavez

« Si vous voulez savoir qui était Chavez, regardez qui pleure sa disparition, et regardez ceux qui s›en réjouissent, vous aurez votre réponse ! »

(Fidel Castro)

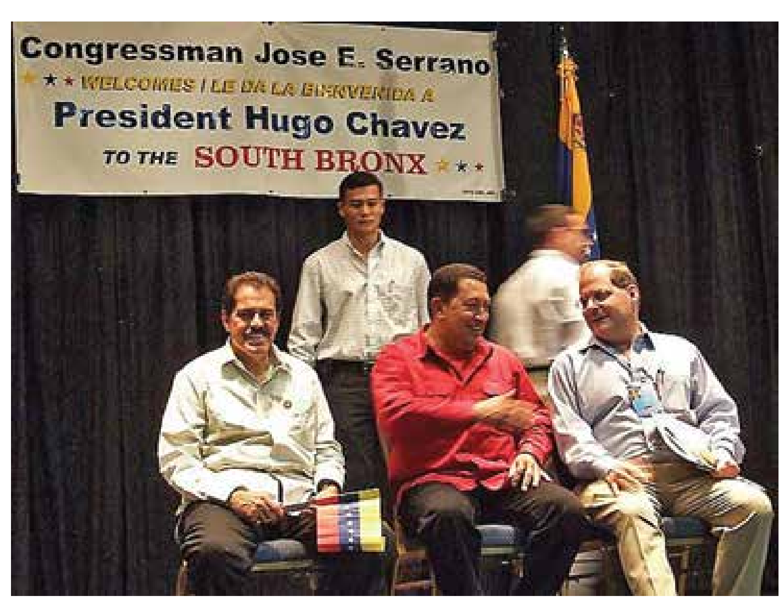
Tandis qu'à Miami, une poignée d'émigrés ont fêté dans l'allégresse la mort de Chavez, dans le Bronx, des milliers d'habitants de ce quartier populaire de New York, ont rendu un dernier hommage à Hugo Chavez.

De l'initiative de Chavez, entre 2007 et 2010, l'État vénézuélien a donné 1 million de dollars par an, via l'entreprise CITGO, filiale de Pétrole du Vénézuela (PDVSA) pour soutenir la mise en place de projets sociaux dans ce quartier.

L'organisation PetroBronx fut chargée de mettre en œuvre 30 plans qui ont profité à des écoles, des coopératives alimentaires ou encore à l'épuration de la rivière Bronx.

« L›argent qu›a donné Chavez a eu un impact énorme », pour le portoricain Félix Léo Campos, qui fait partie du comité PetroBronx. « Il a proposé un modèle social différent, une solution alternative, et il a soutenu les efforts locaux pour résoudre les problèmes chroniques du quartier ».

De son côté, l'enseignante Lucia Solano, dominicaine, a souligné que le président vénézuelien était une personne humaniste, préoccupée par le bien des pauvres : « Il n'y a guère de président américain qui ait visité le sud du Bronx ces dernières années ». Elle a rappelé que durant sa visite dans ce quartier populaire new-yorkais en 2005 : « Chavez nous a dit que nous devions lutter et que nous ne devions pas nous décourager parce que nous étions pauvres. Il fallait mettre un petit grain de sable et il l'a mis.



De gauche à droite José Serrano et Hugo Chavez au centre lors d'une visite en 2005 dans le Sud du Bronx



Entre 2005 et 2013, près de 2 millions de nord-américains ont profité du programme de livraison gratuite de combustible pour le chauffage qu'avait mis en place le président vénézuélien Hugo Chavez

« Le socialisme, c›est la liberté »

A l'invitation du parlementaire démocrate José Serrano, Hugo Chavez s'est rendu dans la banlieue new-yorkaise en septembre 2005 pour prendre connaissance de la réalité de ses habitants, après avoir participé à la 60ème Assemblée générale de l'Organisation des nations unies (ONU). « Le socialisme, c'est la liberté, l'amour et le Christ », a assuré le Président aux jeunes qui se réunissaient dans les locaux du centre de Développement communautaire « The Point » dans le Bronx. « La lutte des jeunes est très importante, car c'est la lutte pour la planète », leur a-t-il dit, au moment où il exprimait son avis sur l'importance d'arrêter le processus destructeur provoqué par le modèle capitaliste dans le monde. « Au début, j'ai pensé que l'on pouvait humaniser le capitalisme, mais le capitalisme, c'est le diable. C'est Judas qui a vendu le Christ pour quelques pièces. Le socialisme c'est le Christ, qui donne sa vie pour les autres, qui nous appelle à nous aimer les uns les autres, voilà ce qu'est le socialisme », a confié Chavez à cette occasion.

Du chauffage pour les nécessiteux

Entre 2005 et 2013, près de 2 millions de nord-américains ont profité du programme de livraison gratuite de combustible pour le chauffage qu'a mis en place le président vénézuélien et qui a permis de venir en aide aux familles qui n'ont pas les moyens pour se doter de ce service pendant l'hiver.

Ce plan, élaboré par l'État vénézuélien, via la CITGO et la Citizens Energy Corporation (Entreprise d'énergie pour les citoyens), a pu compter sur des ressources de l'ordre de 465 millions de dollars, et est venu en aide à des habitants de 25 états de la nation nord-américaine.

Cela comprend en outre les membres de plus de 240 communautés indigènes et plus de 200 refuges pour sans-abris.

Le journal argentin El Clarin a recueilli le témoignage de John Fritz, président de Mount Hope Housing, une organisation à but non-lucratif qui garantit des logements à loyer modéré, et qui a compté avec le soutien de ce plan de livraison de combustible pour le chauffage. : « La majorité de nos locataires sont des immigrés, fondamentalement latinos, arrivés récemment, et qui n'ont même pas assez d'argent pour manger. Mais grâce à Chavez, pendant l'hiver, ils ont eu le chauffage gratuit. C'est une aide inestimable ».

De son côté, le fondateur de la Citizens Energy Corporation, Joseph P. Kennedy II, a exprimé sa peine face à la disparition physique du président vénézuelien. Chavez était un dirigeant « qui se préoccupait énormément des pauvres du Venezuela et de toutes les nations du monde et de leurs besoins, surtout les plus fondamentaux, pendant que certaines personnes, parmi les plus riches du monde, ont plus d'argent que ce qu'ils pourraient raisonnablement en dépenser dans toute une vie », a affirmé le neveu de l'ex-président J.F. Kennedy et ancien parlementaire à la Chambre des représentants des États-Unis.

Source: Agencia venenzolana de noticians (AVN)
Solidarité Internationale
13 mars 2013

Maduro rend hommage à la fidélité des communistes : « le Parti communiste n'a jamais trahi notre peuple »



Nicolas Maduro au cours d'une rencontre avec les membres du Parti Communiste du Venezuela (PCV)

Le président en exercice du Vénézuela, Nicolas Maduro, a souligné la nécessité pour les forces révolutionnaires vénézuéliennes d'unir leurs forces pour continuer à construire le modèle politique laissé en héritage par le commandant Hugo Chavez. « Nous avons besoin de courage en cette heure de notre histoire pour prendre la patrie sur nos épaules et accomplir cette tâche historique qu'Hugo Chavez a léguée à notre peuple et que nous assumons pleinement », a-t-il exprimé lors de la XII ème Conférence nationale du Parti communiste du Venezuela, qui se déroule au Théâtre Cantaclaro, à Caracas. « Nous recherchons la force

Suite à la page (16)

Fumée blanche, et noir présage



L'élection du jésuite argentin, Jorge Mario Bergoglio, s'inscrit dans la continuité des options conservatrices du Vatican, même si l'homme est présenté comme « Monsieur Tout le monde »

Par Jean ORTIZ

L'élection d'un pape est toujours politique. Le Vatican et la hiérarchie de l'Eglise, mis à part quelques périodes comme celle du "Concile Vatican II" et du "bon pape" Jean 23, ont rarement penché du côté des peuples.

L'élection de "François Premier" l'Argentin, n'est donc ni "un tournant", ni une révolution", ni "un aggiornamiento", ni "un virage vers la modernité"... comme s'esbaudissent et annoncent la quasi totalité des commentateurs, des politiques, et des médias.

Cette élection me rappelle la terrible humiliation dont fut victime en 1983 le père Ernesto Cardenal, prêtre et ministre de la culture du gouvernement sandiniste. Jean Paul II avait exigé que les quatre prêtres qui participaient au gouvernement de libération, après le renversement de la dictature de Somoza, démissionnent. De passage à Managua, il avait refusé de serrer la main d'Ernesto et l'avait menacé du doigt sur le tarmac, l'obligeant à s'agenouiller. Le père Cardenal fut suspendu, et interdit de ministère, coupable d'engagement aux côtés des humbles et de leur lutte.

Dans ces années 1980, au même moment où au Salvador, au Guatemala ..., des prêtres et des religieuses inspirés par la théologie de la libération étaient assassinés (dont 7 Jésuites de l'université centraméricaine de San Salvador), de même que l'archevêque Monseigneur Romero, le Vatican mena une offensive impitoyable contre les tenants de la "théologie de la libération", n'hésitant pas à utiliser y compris la répression contre les partisans de cette "Eglise du peuple". On connaît le résultat.

L'Eglise officielle s'éloigna des pauvres, perdit du terrain en Amérique latine (le continent le plus catholique), ouvrant la porte à toute sorte de sectes aliénant les individus, et servant les intérêts des classes dominantes et des partis les plus conservateurs.

Aujourd'hui, l'Amérique latine vit une véritable émancipation, des mouvements de souveraineté et d'indépendance sans précédents, des "révolutions" qui engagent la construction de sociétés nouvelles. Voilà ce qui préoccupe réellement le Vatican. L'élection du jésuite argentin, Jorge Mario Bergoglio, s'inscrit dans la continuité des options conservatrices du Vatican, même si l'homme est présenté comme "Monsieur Tout le monde".

Plus grave encore, le nouveau pape, censeur implacable de l'avortement et du mariage homosexuel, a collaboré avec la dictature militaire argentine (1976-1983). Il était alors "Supérieur provincial de l'ordre des Jésuites". On lui reproche d'avoir "lâché" deux prêtres jésuites qui furent par la suite séquestrés et torturés. Ses relations avec le pouvoir étaient si étroites qu'en 2010,

Suite à la page (15)

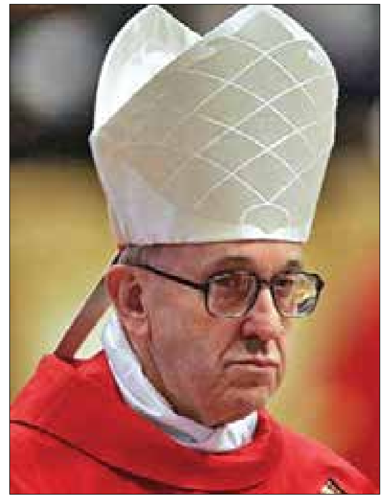
Le nouveau pape, François, ne peut échapper aux confessions de la période de la dictature en Argentine

Par Laurence Rizet

Tandis que la plupart des médias et des voix officielles saluent l'élection, le 13 mars 2013, d'un pape sud-américain (pour la première fois), jésuite préoccupé de charité chrétienne envers les pauvres (d'ailleurs lui-même vit modestement, nous rappelle-t-on), quelques journaux ont commencé à explorer la vie et les œuvres de Jorge Mario Bergoglio durant la dictature militaire en Argentine, de 1976 à 1983 (30'000 morts et disparus, selon un bilan communément admis).

Mais que reproche-t-on exactement à Jorge Mario Bergoglio, qui était Provincial de l'Ordre de Jésus (la plus haute autorité jésuite du pays) lors du coup d'État en Argentine, le 24 mars 1976, puis qui a officié comme curé et recteur d'une faculté de théologie à partir de 1980?

Marquées par des dictatures militaires qui continuent d'essaimer en Amérique du Sud aussi vite que s'expriment des mouvements contestataires de gauche et d'extrême gauche, les années 1970 agitent aussi les esprits de nombreux catholiques. L'Eglise



Le pape Jorge Mario Bergoglio

en tant qu'institution ne porte que rarement la contradiction aux pouvoirs militaires. Mais pour la base, c'est une autre histoire: la «Théologie de la libération» est en plein essor et se radicalise en Argentine à travers le Mouvement des prêtres pour le tiers-monde, de 1967 à 1976.

Ce sont des prêtres engagés socialement dans les quartiers pauvres, dans les bidonvilles, dont les idées marquées à gauche dérangent leur propre hiérarchie. Car, à l'époque, nationalisme et catholicisme se confondent au point qu'il «était presque naturel pour le clergé argentin de prendre la défense du régime», explique un professeur d'histoire au New York Times du 17 septembre 2007. Et comme le rappelle Paulo A Paranagua [qui fut arrêté en Argentine sous la dictature, bien que d'origine brésilienne] sur son blog: «l'Église d'Argentine est une des plus contestées d'Amérique latine pour sa passivité, voire sa complicité, à l'égard de la dictature».

A son arrivée au pouvoir en 2003, Néstor Kirchner décide de revenir sur les lois d'amnistie et d'impunité décidées par le président Carlos Menem [1989-1995; 1995-décembre 1999]. Depuis, les enquêtes ont pu être rouvertes et les procès se succèdent. Deux anciens chefs de la junte, Jorge Videla et Reynaldo Bignone, ont déjà été condamnés plusieurs fois à perpétuité.

Sur ce chemin de la justice, l'Eglise n'a pas été épargnée: en 2007, un prêtre a été poursuivi et condamné pour complicité avec la dictature.

Suite à la page (15)

Habemus papam - François Ier Bergoglio, une ombre au tableau

Par Christian TERRAS

Né en 1936, l'archevêque de Buenos Aires, le cardinal Jorge Bergoglio, élu le 13 mars sous le nom de François 1er est un modéré, classique, « spirituel », cultivé et nuancé, vivant simplement et en retrait par rapport au tournant de la restauration ratzingérienne. Pondéré dans ses jugements, il fait figure d'homme de consensus. Sauf que l'image de ce premier pape d'Amérique latine est aujourd'hui entâchée par des révélations concernant son passé lors de la dictature argentine. De sorte que son début de pontificat commence très mal.

Au travers d'un livre « El Jesuita - Conversaciones con el cardenal Jorge Bergoglio » de Sergio Rubin e Francesca Ambrogetti, le cardinal Bergoglio a sans doute tenté de redorer son blason et de contester les sérieuses accusations qui pèsent contre lui quant à sa conduite, alors qu'il était provincial de la Compagnie de Jésus en 1973 et 1979. Suite aux accusations de deux prêtres Orlando Yorio et Francisco Jalics qu'il aurait remis aux autorités militaires. La défense de Bergoglio semble empruntée.

Selon sa propre version, Bergoglio aurait conseillé à ces deux prêtres, religieux jésuites comme lui au demeurant (!) de "faire très attention" en raison de leur réputation de subvertir l'ordre social. C'est à dire qu'il aurait cherché à les protéger de la police dictatoriale qui ne pouvait que les poursuivre, suite à leur engagement parmi les pauvres des bidonvilles de Bajo Flores. Toujours selon sa propre version, alors provincial de la Compagnie, il aurait proposé à Yorio et Jalics de venir vivre tranquillement et discrètement dans la maison Provinciale (ce qui voulait dire au passage abandonner leur mission auprès des plus pauvres).

N'écoutant que leur courage, Yorio et Jalics persévérèrent dans leur ministère. Ils furent finalement enlevés, comme on pouvait s'y attendre. Selon Bergoglio, il aurait alors cherché à obtenir leur libération. Et à les protéger. Cette version n'est cependant pas la seule ! Et n'est pas celle de nombreux témoins, ni celle des intéressés. Sans oser les accuser en face, Bergoglio se faisait volontiers l'interprète des accusations d'autres prêtres et évêques. Qui démentaient quant à eux les avoir émises. Un jour, le père Bergoglio (il n'avait pas encore coiffé la mitre) recommanda aux deux religieux turbulents de s'adresser à l'évêque de Moron, Mgr Miguel Raspanti, leur affirmant qu'ils pourraient trouver refuge dans le diocèse de ce dernier. Or, en réalité, il écrivit lui-même une lettre à Raspanti terriblement négative à l'endroit des deux religieux ! L'art du double jeu en somme. Le brave Raspanti chercha pourtant à protéger et à cacher les deux prêtres. C'est Bergoglio qui l'en aurait alors dissuadé. Ce sont les calomnies répétées par Bergoglio qui empêchèrent aussi aux deux religieux d'être accueillis dans le diocèse de Buenos Aires ou d'être incardinés à Santa Fe. Après leur libération, Yorio se rendit à Rome où le jésuite colombien Candido Gavina, très bien informé, lui apprit, de source autorisée (l'ambassadeur argentin près le Saint-Siège) que les forces armées avaient arrêté ces deux religieux, suite à la plainte de leurs supérieurs religieux qui les présentaient comme des guérilleros. L'Ambassadeur argentin confirma même cette information par écrit.

En ce qui concerne Jalics, il se réfugia par la suite aux Etats-Unis. Bergoglio s'opposa à son retour en Argentine ! Et il le fit savoir aux évêques argentins susceptibles d'accueillir le religieux dans leur diocèse. Qui plus est, il alla même jusqu'à conseiller à Anselmo Orcoyen, le directeur national du culte catholique, de refuser la demande de passeport avancée par Jalics...

Opération conclave

Alors qu'en Allemagne était révélé en 2009 le passé de Benoît XVI au sein des jeunesses hitlériennes, Bergoglio chercha à laver son image dans la perspective d'un nouveau conclave. Les chapitres les plus éloquents de son livre "El Jesuita - Conversaciones con el cardenal Jorge Bergoglio" qui brossent un portrait angélique sont contredits par les témoignages et les documents sortis du sceau du secret. Et notamment par l'action du leader des Droits de l'Homme en Argentine, Emilio Mignogne, aujourd'hui décédé, qui avait dénoncé en son temps les prélats ayant abandonné le peuple des croyants et permis la dissimulation de documents compromettants qui impliquaient leur appui sans réserve à la junte militaire argentine. Le projet du "Jésuite", comme il aime à se qualifier, était de défendre son rôle comme provincial de la Compagnie de Jésus entre 1973 et 1979, afin de contrer les accusations des prêtres Orlando Yorio et Francisco Jalics qui l'accusaient de les avoir livrés aux militaires. A l'époque, ils furent emprisonnés sans jugement pendant 5 mois, ainsi que le groupe paroissial qui les accompagnait et dont on ne retrouvera jamais les corps.

A l'époque Bergoglio déclarait que ces accusations visaient à discréditer sa candidature comme papabile. Dans une biographie très documentée du cardinal, avec des preuves à l'appui, Horacio Verbitsky en a établi la véracité. Sans doute, lors du Conclave de 2005 où il avait ses chances d'être élu, Bergoglio incarnait-il une ligne plus ouverte que celle de Ratzinger, avec le Hondurien Oscar Rodriguez Maradiaga et le Brésilien Hummes. En

Suite à la page (16)

Entretien

Suite de la page (11)

à l'école parce que, comme vous le savez, l'idéologie d'Al-Qaïda prospère là où il y a de l'ignorance. Ils tentent de s'infiltrer dans la société avec leurs sombres idéologies extrémistes, et ils réussissent !

Si vous deviez vous inquiéter pour quoi que ce soit en Syrie, ce n'est pas pour les « minorités » qu'il faudrait vous inquiéter. C'est une vision trop superficielle car la Syrie est un creuset de religions, de confessions, d'ethnies et d'idéologies qui, ensemble, forment un mélange homogène sans rapport avec des proportions ou des pourcentages. Nous devrions plutôt nous inquiéter pour la majorité des Syriens modérés qui, si nous ne combattons pas cet extrémisme, pourraient devenir la minorité. Alors la Syrie cessera d'exister !

Si vous envisagez votre inquiétude dans ce dernier sens, vous auriez du souci à vous faire pour le Moyen-Orient, parce que nous sommes le dernier bastion de la laïcité dans la région. Et si vous admettez cela, alors le monde entier devra s'inquiéter pour sa stabilité. Voilà la réalité telle que nous la voyons.

Hala Jaber : Jusqu'à quel point Al-qaïda est-elle menaçante aujourd'hui ?

Bachar el-Assad : Elle est menaçante par son idéologie plus que par ses assassinats. Certes les attentats sont dangereux, mais ce qui est tout aussi irréversible est la dangerosité de son idéologie. Nous avons mis en garde contre ceci depuis de nombreuses années, même avant le conflit, et nous avons eu à faire avec cette idéologie depuis les années soixante-dix. Nous étions les premiers de la région à faire face à ces terroristes qui ont revêtu le prétendu manteau de l'Islam.

Nous n'avons cessé d'avertir de cela, surtout pendant la décennie de l'invasion et de l'occupation de l'Afghanistan et de l'Irak. L'Occident se contente de réagir face à une situation donnée, mais n'agit pas. Nous devons commencer par traiter l'idéologie. Une guerre contre le terrorisme sans s'attaquer à l'idéologie ne mènera nulle part et ne fera qu'empirer les choses. Elle est une menace et un danger non seulement pour la Syrie, mais pour toute la région.

Hala Jaber : Récemment, et notamment hier, il a été rapporté que des responsables US auraient déclaré que la décision de ne pas armer les rebelles pourrait être révisée. Si cela devait arriver quelles seront, selon vous, les conséquences en Syrie et dans la région ? Que diriez-vous pour mettre en garde contre cela, maintenant qu'ils parlent d'équiper « directement » les rebelles avec des véhicules blindés et des gilets de protection en plus d'assurer leur entraînement militaire.

Bachar el-Assad : Vous savez que le crime ne concerne pas uniquement la victime et le criminel, mais aussi le complice et le soutien, qu'il s'agisse d'un soutien moral ou logistique. J'ai dit à plusieurs reprises que la Syrie se trouvait sur une « ligne de faille » géographiquement, politiquement, socialement et idéologiquement. Par conséquent, jouer sur cette ligne aura de graves répercussions dans tout le Moyen-Orient. Aujourd'hui, la situation est-elle meilleure en Libye ? Au Mali ? En Tunisie ? En Egypte ? N'importe quelle intervention n'améliorera pas les choses, elles iront de pire en pire. L'Europe, les États-Unis et d'autres vont tôt ou tard payer le prix de l'instabilité dans cette région, ce qu'ils n'ont pas prévu.

Hala Jaber : Quel est votre message à Israël après ses raids aériens sur la Syrie ? Userez-vous de représailles ? Comment répondrez-vous à une future attaque, d'autant plus qu'Israël a déclaré qu'il attaquerait de nouveau s'il pensait devoir le faire ?

Bachar el-Assad : À chaque fois la Syrie a riposté, mais à sa façon et pas nécessairement du tac au tac. Nous avons riposté à notre manière et les Israéliens savent ce que nous voulons dire.

Hala Jaber : Pouvez-vous développer ?

Bachar el-Assad : Oui. Riposte ne veut pas dire missile pour missile ou balle pour balle. Notre manière de riposter n'a pas à être annoncée ; les Israéliens savent de quoi je parle.

Hala Jaber : Pouvez-vous nous dire comment ?

Bachar el-Assad : Nous n'avons pas à faire ce genre d'annonce.

Hala Jaber : J'ai rencontré un garçon de sept ans en Jordanie…

Bachar el-Assad : Un garçon syrien ?

Hala Jaber : Un garçon syrien qui avait perdu un bras et une jambe par un tir de missile dans Herak. Cinq enfants de sa famille avaient été tués dans cette explosion. En tant que père, que pouvez-vous dire à ce petit garçon ? Pourquoi tant de civils innocents sont-ils morts sous des frappes aériennes, parfois des bombardements de l'armée et parfois, je cite, sous « les fusillades des chabiha » ?

Bachar el-Assad : Quel est son nom ?

Hala Jaber : J'ai son nom … Je vous le donnerai plus tard.

Bachar el-Assad : Comme je l'ai déjà dit, toutes les victimes de cette crise ont un nom et chaque victime a une famille. Par exemple, le petit Saber a cinq ans et a perdu une jambe, sa mère ainsi que d'autres membres de sa famille alors qu'il ne faisait que prendre son petit déjeuner à son domicile familial. Le petit Rayan a quatre ans, il a vu ses deux frères se faire égorger parce qu'ils avaient participé à une manifestation. Aucune de ces familles n'avait d'affiliations politiques.

Les enfants sont le maillon le plus fragile dans n'importe quelle société et, malheureusement, ils paient souvent le plus lourd tribut en cas de conflit. En tant que père de jeunes enfants, je sais ce que c'est que de voir son enfant touché par une légère blessure, alors que dire en cas de graves blessures ou de décès ; la pire des choses qui puisse arriver à une famille ?

Dans tous les conflits, vous vivez de tels événements douloureux qui affectent toute la société ; et c'est justement la raison majeure qui nous incite fortement à lutter contre le terrorisme. Les véritables humanistes qui ressentent notre douleur face à ceux que nous avons perdus, et face à nos enfants, devraient encourager leurs gouvernements à interdire la contrebande d'armes à des terroristes et à empêcher les terroristes de recevoir des fournitures militaires de tous les pays.

Hala Jaber : Monsieur le Président, la nuit, quand vous êtes couché dans votre lit, entendez-vous les explosions à Damas ? Comme tant d'autres syriens, êtes-vous inquiet pour votre famille ? Craignez-vous qu'à un moment donné votre propre sécurité soit menacée ?

Bachar el-Assad : Je vois les choses tout à fait différemment. Quelqu'un peut-il être sûr que lui et sa famille puissent rester à l'abri quand tout le pays est en danger ? En réalité, NON ! Si votre pays n'est pas en sûreté, vous ne pouvez pas être en sûreté. Ainsi, au lieu de vous soucier de vous-même et de votre famille, vous devez vous soucier de chaque citoyen et de chaque famille de votre pays. C'est donc une relation mutuelle.

Hala Jaber : Vous savez les préoccupations internationales concernant les armes chimiques de la Syrie. Est-il possible que votre armée les utilise en dernier ressort contre vos adversaires ? Des rapports suggèrent qu'ils ont été déplacés à plusieurs reprises. Si oui, pourquoi ? Partagez-vous la crainte internationale de les voir tomber aux mains des rebelles islamistes ? Quel est le pire qui puisse arriver ?

Bachar el-Assad : Tout ce qui a été mentionné dans les médias ou par les déclarations rhéthoriciennes de responsables politiques, sur les armes chimiques syriennes, relève de la spéculation. Nous n'avons jamais discuté, et nous ne discuterons jamais de nos armements avec qui que ce soit. Ce dont le monde devrait se soucier, c'est des matières chimiques arrivées entre les mains des terroristes. Des séquences vidéos ont déjà été diffusées les montrant en train de tester des matières toxiques sur des animaux, et aussi en train de menacer le peuple syrien de mourir de cette façon ! Nous avons partagé ce matériel vidéo avec d'autres pays. C'est là-dessus que le monde devrait se concentrer au lieu de gaspiller ses efforts à créer des titres insaisissables sur les armes chimiques syriennes pour justifier n'importe quelle intervention en Syrie.

Hala Jaber : Je sais que vous ne dites pas si ces armes sont en lieu sûr ou non. Il n'empêche que des craintes existent sur le fait que certains puissent se les approprier.

Bachar el-Assad : C'est l'ambiguïté constructive. Aucun pays ne parle de ses capacités en la matière.

Hala Jaber : Un autre sujet est aussi très commenté : Quels sont les rôles du Hezbollah, de l'Iran et de la Russie dans la guerre sur le terrain ? Savez-vous s'il y a des combattants du Hezbollah en Syrie et que font-ils ? Quelles armes vous sont livrées par vos alliés russes et iraniens, et quels sortes d'autres soutiens vous apportent-ils ?

Bachar el-Assad : La position de la Russie est très claire en matière d'armement. Les russes fournissent à la Syrie des armes défensives, en conformité avec le droit international. Le Hezbollah, l'Iran et la Russie soutiennent la Syrie dans sa lutte contre le terrorisme. La Russie a été très constructive, l'Iran nous a très favorablement soutenus, et le rôle du Hezbollah est de défendre le Liban non la Syrie. Nous sommes un pays de 23 millions d'habitants avec une armée nationale forte et des forces de police. Nous n'avons pas besoin de combattants étrangers pour défendre notre pays. La question qui devrait nous être posée concernerait plutôt le rôle d' autres pays – le Qatar, la Turquie, l'Arabie saoudite, la France, le Royaume-Uni, et les Etats-Unis, – qui soutiennent le terrorisme en Syrie, directement ou indirectement, politiquement ou militairement.

Hala Jaber : Monsieur le Président, permettez-moi de vous interroger sur votre propre position. Le ministre russe des Affaires étrangères, M. Lavrov, a récemment déclaré que Lakhdar Ibrahimi s'était plaint du peu de flexibilité de votre régime et que, même si vous sembliez ne jamais dire NON, vous ne sembliez jamais dire OUI. Pensez-vous qu'un règlement négocié soit possible tant que vous resterez président, question que beaucoup de gens se posent ?

Bachar el-Assad : N'attendez pas d'un politicien qu'il vous réponde par un oui ou par un non dans un sens absolu, quoiqu'il ne s'agisse pas de questions à choix multiples où vous cochez la bonne ou la mauvaise réponse. En revanche vous pouvez attendre d'un politicien qu'il vous parle d'une vision. La nôtre est très claire. Nous avons proposé un plan. Celui qui veut travailler avec nous, peut le faire sur la base de ce plan. C'est très clair et il est inutile de perdre son temps. Ceci dit, votre question traduit « la personnalisation du problème syrien » prêchée par les médias occidentaux pour laisser croire que l'ensemble du conflit relève du président et de son propre avenir.

Si ce prétexte est correct, mon départ ferait cesser les combats ; ce qui est clairement absurde. Les précédents récents, en Libye, au Yémen et en Égypte en témoignent. Ce qui les motive est d'essayer de se soustraire à l'essentiel du problème : le dialogue, les réformes et la lutte contre le terrorisme. L'héritage de leurs interventions dans notre région a été le chaos, la destruction et le désastre. Par conséquent, comment peuvent-ils justifier une nouvelle intervention ? Ils ne le peuvent pas ! Alors, ils se concentrent sur le blâme du président, poussent à son départ, font douter de sa crédibilité, se demandent s'il vit dans une bulle, et prétendent qu'il est dans le déni de la réalité. C'est ainsi que le point de focalisation du conflit devient le président !

Hala Jaber : Certains fonctionnaires étrangers ont appelé à vous juger pour crimes de guerre devant la Cour pénale internationale en tant que personne responsable, en dernier ressort, des exactions de l'armée ? Craignez-vous les poursuites par cette Cour, ou d'autres poursuites futures lors d'éventuels procès en Syrie ?

Bachar el-Assad : Chaque fois qu'un problème lié à l'ONU est soulevé, vous soulevez la question de sa crédibilité. Nous savons tous que ces vingt dernières années, et particulièrement, suite à l'effondrement de l'Union soviétique, l'ONU et toutes les organisations qui en dépendent sont, sans exceptions, les victimes de l'hégémonie au lieu d'être des bastions de la justice. Elles sont devenues des outils politisés pour créer l'instabilité et attaquer des pays souverains, ce qui est contraire à la Charte de l'ONU ! Maintenant, la question que nous devons nous poser : vont-ils juger les dirigeants US et britanniques pour avoir attaqué l'Irak en 2003 et avoir fauché plus d'un demi-million de vies sans parler des orphelins, des handicapés, des défigurés et malformés ? Vont-ils juger les US, les britanniques, les français et d'autres qui se sont rendus, l'année dernière, en Libye sans résolution de l'ONU pour faucher à nouveau des centaines de vies ? Ils ne vont pas le faire. La réponse est très claire.

Par ailleurs, savez-vous que l'envoi de mercenaires dans tout pays est un crime de guerre selon les principes de Nuremberg et conformément à la Charte de Londres de 1945. Vont-ils juger Erdogan devant ce même tribunal parce qu'il a envoyé des mercenaires en Syrie ? Vont-ils faire de même avec les Saoudiens et les Qataris ? Si nous avions les bonnes réponses à ces questions, nous pourrions continuer à parler des organisations pour la paix et de leur crédibilité.

Ma réponse à moi est très brève : lorsque des personnes défendent leur pays, ils ne tiennent compte de rien d'autre !

Hala Jaber : Regarder en arrière est une chose merveilleuse, Monsieur le Président. Si vous pouviez remonter le temps deux ans en arrière, auriez-vous géré les choses différemment ? Croyez-vous qu'il y a des choses qui auraient pu ou auraient dû être faites d'une autre manière ? Quelles sont les erreurs commises par vos partisans que vous penseriez rectifier ?

Bachar el-Assad : Vous pouvez poser cette question à un président qui serait le seul responsable du cours des événements. Dans notre cas, en Syrie, nous savons qu'interviennent de nombreux acteurs extérieurs. Partant de ce présent, vous devez juger rétrospectivement chacun des acteurs. Avec le recul, vous devez demander à M. Erdogan : auriez-vous envoyé des terroristes pour tuer des Syriens et leur auriez-vous procuré toutes sortes de soutien logistique ? Avec le recul, vous devez demander au Qatar et à l'Arabie saoudite : auriez-vous financé des terroristes, des réseaux d'Al-qaïda ou toute autre organisation terroriste pour tuer des Syriens ? Avec le même recul, vous devriez poser les mêmes questions aux fonctionnaires US et européens : auriez-vous offert un parapluie politique aux terroristes qui tuent des civils innocents en Syrie ?

En Syrie, nous avons pris deux décisions. La première consiste à lancer le dialogue, la seconde consiste à lutter contre le terrorisme. Si, avec le recul, vous demandez à n'importe quel Syrien : diriez-vous NON au dialogue et OUI au terrorisme ? Je ne pense pas qu'une seule personne, saine d'esprit, serait d'accord. Donc, avec le recul, je pense que nous avons commencé par le dialogue et que nous allons continuer le dialogue. Avec le recul, nous avons dit que nous allons lutter contre le terrorisme et nous allons continuer à combattre le terrorisme.

Hala Jaber : Avez-vous jamais pensé vivre en exil si les choses en arrivaient jusque là ? Et est-ce que vous quitteriez votre pays si cela devait augmenter les chances de paix en Syrie ?

Bachar el-Assad : Encore une fois, il ne s'agit pas du président. Je ne pense pas que n'importe quel patriote ou citoyen pourrait songer à vivre hors de son pays.

Hala Jaber : Vous ne quitterez jamais ?

Bachar el-Assad : Nul patriote ne peut songer à vivre hors de son pays. Je suis comme n'importe quel autre syrien patriote.

Hala Jaber : Jusqu'à quel point avez-vous été secoué par la bombe qui a tué certains de vos plus hauts généraux l'été dernier, y compris votre beau-frère ?

Bachar el-Assad : Vous avez mentionné mon beau-frère, mais ce n'est pas une affaire de famille. Lorsque des hauts fonctionnaires sont assassinés, c'est une affaire nationale ! Un tel crime, vous rend plus déterminé à combattre le terrorisme. Cela ne concerne pas ce que vous ressentez, mais plutôt ce que vous devez faire. Nous sommes plus déterminés dans notre lutte contre le terrorisme.

Hala Jaber : Pour finir, Monsieur le Président, puis-je vous interroger sur ma collègue, Marie Colvin, qui a été tuée lors du bombardement par l'opposition d'un centre de médias de Bab Amr, le 22 Février de l'année dernière. A-t-elle été ciblée, comme certains l'ont suggéré, parce qu'elle avait condamné les destructions sur les télévisions américaines et britanniques ? Ou bien a-t-elle simplement manqué de chance ? Avez-vous entendu parler de sa mort à l'époque et, si oui, quelle a été votre réaction ?

Bachar el-Assad : Bien sûr, j'en ai entendu parler par les médias. Quand un journaliste se rend dans les zones de conflit, comme vous le faites en ce moment même, pour couvrir un événement et le transmettre au monde, je pense que c'est un travail très courageux. Toute personne honnête, qu'il s'agisse de responsables ou de membres du gouvernement, devrait soutenir les efforts des journalistes car cela aidera à faire la lumière sur ce qui se passe sur le terrain et démontera la propagande là où elle existe. Malheureusement, dans la plupart des conflits les journalistes paient souvent le prix ultime. C'est toujours triste quand un journaliste est tué parce que les journalistes ne sont pas partie prenante et ne font même pas partie du problème. Ils cherchent juste à couvrir l'événement.

Il y a une guerre médiatique contre la Syrie pour empêcher que la vérité ne soit connue du monde extérieur. Quatorze journalistes syriens ont aussi été tués depuis le début de la crise, et tous ne sont pas tombés sur le champ de bataille. Certains ont été ciblés à leur domicile en dehors des heures de travail, kidnappés, torturés, puis assassinés. D'autres sont toujours portés disparus. Plusieurs bâtiments de la télévision syrienne ont été attaqués par les terroristes et leurs

Suite de la page (13)

on l'obligea à témoigner dans les procès pour crimes contre l'humanité commis à l'Ecole Mécanique de la Marine (ESMA), centre de l'horreur. Pendant cinq heures, il fut interrogé sur l'affaire de ces deux prêtres jésuites qui travaillaient dans un bidonville ("villa miseria") malgré son opposition. Selon l'accusation, le nouveau pape "mentit". Monseigneur Bergoglio fut également appelé comme témoin dans une affaire d'enfant volé (Ana de la Cuadra) par les militaires et accusé de complicité par les "Grands-mères de la Place de Mai".

Pas un mot non plus de celui qui depuis 1998 était archevêque de Buenos Aires sur les 30 000 disparus, pas une autocritique sur le silence de l'Eglise durant toutes ces années noires. Le nouveau pape, était, et demeure, un adversaire résolu des époux Kirchner, ceux-là mêmes qui ont annulé les lois d'impunité ("loi de point final"...), transformé l'ESMA en musée de la mémoire, et traduit devant les tribunaux nombre de tortionnaires, de chefs militaires, aujourd'hui emprisonnés.

L'élection de ce pape, François Ier, me paraît un mauvais signe. Elle s'inscrit à contre-courant des nouvelles réalités latino-américaines et est destinée à les contrecarrer, sous couvert de proximité avec les pauvres, de simplicité. La tâche lui sera plus difficile qu'à Jean Paul II.

Jean Ortiz, universitaire (PAU)
LGS 15 mars 2013

bombes. Et, actuellement les chaines de télévision syriennes sont interdites de diffusion par les systèmes satellitaires européens.

On sait maintenant comment les rebelles ont utilisé les journalistes dans leur propre intérêt. Il y a eu le cas du journaliste britannique qui a réussi à s'échapper…

Hala Jaber : Alex Thompson ?

Bachar el-Assad : Oui. Il a été dirigé vers un piège mortel par les terroristes dans le but d'accuser l'armée syrienne de sa mort. C'est pourquoi il est important d'entrer légalement dans le pays, d'avoir un visa. Ce ne fut pas le cas pour Marie Colvin. Nous ne savons pas pourquoi et ce n'est toujours pas clair. Si vous entrez illégalement, vous ne pouvez pas attendre de l'État qu'il soit responsable.

Contrairement à la croyance populaire, depuis le début de la crise des centaines de journalistes de partout dans le monde, y compris vous, ont obtenu un visa d'entrée en Syrie et ont rendu compte librement, à partir de la Syrie, sans interférences dans leur travail et sans obstacles contre leurs missions.

Hala Jaber : Je vous remercie.

Bachar el-Assad : Merci à vous.

Traduction : Mouna Alno-Nakhal
pour Mondialisation
Réseau Voltaire 3 mars 2013

Suite de la page (13) Le nouveau pape, François, ne peut...

Une première. Rappelons aussi que parmi les vingt victimes françaises figurent trois religieux: les sœurs Alice Domon et Léonie Duquet, et le père Gabriel Longueville. Alfredo Astiz, surnommé l'ange blond de la mort, a été condamné à perpétuité et par contumace en France en 1990, puis en Argentine en 2011 pour la disparition des religieuses.

Quant au procès des assassins du prêtre, il vient de se terminer. Le général Luciano Menéndez et deux autres tortionnaires ont été condamnés en décembre 2012 à la peine maximale par un tribunal de La Rioja pour le meurtre de Gabriel Longueville et de son vicaire Carlos de Dios Murias en 1976. Au cours du procès, le prêtre défroqué Délfor Brizuela, devenu député kirchneriste [proche de la présidence Kirchner], a accusé la hiérarchie catholique de complicité et dénoncé les persécutions de prêtres sous la dictature, ce que le quotidien Los Andes du 2 novembre 2012 a rapporté.

Les juges ont eux aussi employé ce terme de «complicité», soulignant la «persistance» de cette «attitude réticente des autorités ecclésiastiques et même de membres du clergé pour nous éclairer sur les crimes que nous sommes en train de juger», comme l'a noté le quotidien Pagina 12 du 13 février 2013 dans un article relevé par le quotidien catholique français La Croix du 14 février 2013. À ce moment-là, fin 2012, la plus haute autorité catholique argentine s'appelle Jorge Bergoglio.

L'arrestation de deux jésuites

Dès après le conclave de 2005, lors duquel Bergoglio avait fait figure d'outsider face au futur Benoît XVI, le cardinal Bergoglio avait publié son autobiographie intitulée El Jesuita (Le Jésuite), dans laquelle il défendait son rôle de Provincial des jésuites sous la dictature. C'était une réponse aux accusations des prêtres jésuites Orlando Yorio et Francisco Jalics, qui l'accusaient ni plus ni moins que de les avoir dénoncés comme «dangereux» aux militaires: ils furent arrêtés et torturés pendant cinq mois en 1976. Ils étaient jugés dangereux car impliqués auprès des pauvres dans les bidonvilles.

Ce livre était une belle opération de communication de Bergoglio pour laver son image, a estimé Horacio Verbitsky en 2010 dans le quotidien de Buenos Aires Pagina 12. Le journaliste a longuement expliqué le rôle de l'Église dans le livre El Silencio (Le Silence), du nom d'une île proche de Buenos Aires, lieu de villégiature de l'archevêque avant de devenir l'un des centres de détention secrets de la dictature…

Concernant le rôle de Bergoglio dans l'arrestation des deux prêtres, Verbitsky assure qu'il leur a retiré, à eux et à d'autres, la protection de l'ordre des jésuites. Il a reproduit des documents prouvant que Bergoglio a



Le 14 mars 2013, 40 accusés de répression dans le camp de concentration de La Perla sont entrés dans la salle d'audience portant sur leur veste un ruban aux couleurs du Vatican. Ils sont accusés de crimes contre l'humanité. Un pape dans lequel ils se reconnaissent

informé la junte que l'un des prêtres avait des contacts avec la guérilla, comme le rappelle le quotidien mexicain La Jornada. Dans cette affaire, Bergoglio s'est défendu en assurant avoir fait le nécessaire auprès des ex-dictateurs Jorge Videla et Emilio Massera pour obtenir leur libération.

Francisco Jalics a donné sa version de l'histoire dans le livre Ejercicios de meditación (1995), dans lequel il expliquait que travailler dans les bidonvilles était à l'époque interprété comme un soutien à la guérilla. «L'homme m'a promis qu'il ferait savoir aux militaires que nous n'étions pas des terroristes. Par les déclarations ultérieures d'un officier et 30 documents que j'ai pu consulter plus tard, nous avons pu vérifier sans aucun doute possible que non seulement cet homme n'avait pas rempli sa promesse mais que, au contraire, il avait présenté une dénonciation fausse aux militaires», rapporte le quotidien espagnol El Pais du 14 mars 2013. Cet «homme», c'est Jorge Bergoglio.

La condamnation du père von Wernich

En octobre 2009, un prêtre est pour la première fois condamné, dans la ville de La Plata, à la prison à perpétuité. L'aumônier Cristian von Wernich assistait non seulement aux interrogatoires sous la torture et avait libre accès aux centres de détention, mais il a aussi extorqué des aveux sous le sceau de la confession, qu'il a ensuite transmis aux bourreaux.

Au moment du procès, Bergoglio était déjà cardinal, archevêque de Buenos Aires et primat d'Argentine. C'est lui qui a été chargé de dégager l'Église de toute responsabilité dans cette affaire. Le père Capitanio, un autre prêtre appelé à la barre des témoins, a, lui, osé dire que «l'Église n'a pas tué» en tant qu'institution, mais que ses positions ont été «scandaleusement proches de la dictature, à un degré de complicité rare». [1]

Les appels à témoignage

Bergoglio a refusé deux fois, en raison de ses hautes fonctions ecclésiastiques, d'aller témoigner au tribunal lors du deuxième procès sur les crimes de l'École de mécanique de la marine (ESMA), le tristement célèbre centre de torture de Buenos Aires, dont peu de personnes sont sorties vivantes, aujourd'hui transformé en Espace pour la mémoire. Le tribunal s'est donc déplacé à l'archevêché, en 2010, pour entendre ses explications sur la disparition des deux jésuites.

En 2011, un avocat argentin et l'association des Grands-Mères de la Place de Mai ont demandé que le cardinal-archevêque soit entendu comme témoin dans le procès pour vol de bébés, comme l'a écrit le quotidien catholique français La Croix. Pendant la dictature, les jeunes femmes enceintes étaient gardées en vie jusqu'à l'accouchement, et leur enfant ensuite volé pour être confié à une famille inconnue. Les «grands-mères» recherchent ces enfants, dont le nombre est estimé à 500. Jorge Bergoglio a juré n'avoir eu connaissance de ces enlèvements de bébés qu'après le retour de la démocratie. Et pourtant, a rappelé le quotidien Pagina 12, Estela de la Cuadra, sœur et tante de deux victimes, a assuré que Bergoglio avait reçu en 1979 son père, qui recherchait sa fille enceinte disparue en 1977. Jorge Bergoglio lui avait remis une lettre qui l'aiderait à retrouver la trace de l'enfant né en détention et «offert» à une autre famille.

Adolfo Pérez Esquivel, militant des droits de l'homme, victime de la dictature et prix Nobel de la paix, a, lui, pris la défense du pape François: «Il y a eu des évêques complices mais pas Bergoglio», a-t-il déclaré à BBC-Mundo [2].

Les procès ne sont pas terminés en Argentine, certains s'étalent sur des années. Le pape François sera-t-il appelé à témoigner?

Notes

[1] Le 10 octobre 2010, Monique Mas, pour RFI, écrivait: «Un prêtre catholique, Cristian Von Wernich, a été condamné [le 9 octobre 2010] à une peine de prison à perpétuité par une cour de La Plata pour son implication dans sept meurtres, 31 cas de tortures et 42 enlèvements sous la dictature militaire (1976-1983) dans la province de Buenos Aires où il officiait comme aumônier de la police.» Puis, elle continuait: «Il est clair que Von Wernich n'avait pas de fonction pastorale, mais qu'il jouait un rôle dynamique et qu'il était un meneur d'interrogatoires habituels dans ces centres de détention», a indiqué le procureur Carlos Dulau Dumm dans son réquisitoire. Sous le gilet pare-balles passé sur ses habits de prêtre et derrière la vitre blindée protégeant le banc de l'accusé, Von Wernich a joué les martyrs, avec l'appui d'un groupe catholique d'extrême droite venu manifester aux portes du tribunal. […] Citant la Bible, réclamant une «réconciliation» de tous les Argentins, Cristian Von Wernich a tout nié, jurant ses grands dieux qu'il sillonnait les centres de torture pour apporter un soutien spirituel aux détenus, vouant aux gémonies les témoins venus assurer qu'il avait trahi aux bourreaux les aveux et les noms extorqués sous le sceau de la confession. A l'issue de la «Guerre sale» lancée contre l'opposition de gauche par la junte militaire après l'arrivée au pouvoir, en mars 1976, du général Jorge Videla, Cristian Von Wernich avait continué d'exercer son ministère dans une paroisse avant de partir officier au Chili en 1998 sous une fausse identité. Pour sa part, la junte avait pris les devants pour s'amnistier des crimes commis sous la dictature qui a cédé le pas au régime civil de Raul Alfonsin en octobre 1983. Des lois dites du «point final» ou de «l'obéissance due» devaient garantir l'immunité des militaires et de leurs affidés. Elles ont finalement été déclarées inconstitutionnelles en 2003. La justice des hommes a rattrapé Cristian Von Wernich cette année-là. Alors âgé de 65 ans, le prêtre a été retrouvé au Chili et extradé en Argentine pour être déféré devant le tribunal de La Plata, à une soixantaine de kilomètres au sud de Buenos Aires, la région où il a sévi. Très influente dans le pays, l'Eglise catholique a gardé le silence pendant le procès. Le cardinal Jorge Bergoglio, archevêque de Buenos Aires et primat d'Argentine, se chargeant de dédouaner l'épiscopat à l'énoncé du verdict en assurant que «si un membre quelconque de l'Eglise avait cautionné, par recommandation ou par complicité, la répression violente, il aurait agi sous sa responsabilité, péchant ainsi gravement contre Dieu, l'humanité et sa conscience». (Rédaction A l'Encontre)

[2] Adolfo Pérez Esquivel, prix Nobel de la Paix, en 1980, pour ses activités comme défenseur des droits humains, a affirmé à la journaliste de BBC-Mundo: «Il y a eu des évêques qui furent complices de la dictature, mais pas Bergoglio. A Bergoglio on l'a attaqué parce qu'il n'a pas fait le nécessaire pour sortir deux prêtres de la prison.» Dans le quotidien de Buenos Aires, Pagina 12 – au sein duquel divers journalistes juifs écrivaient – Horacio Verbitsky, reconnu dans la profession, a rassemblé des témoignages de diverses personnes. Ils ont certifié qu'au moment où Bergoglio était Provincial de la Compagnie de Jésus (des Jésuites donc) en Argentine, lors de la dictature militaire, il enleva toute protection à deux prêtres qui effectuaient un travail social dans les quartiers pauvres, une des cibles sociales et politiques des divers agents de la dictature. Les deux religieux – Orlando Yorio et Francisco Jalics – furent emprisonnés dans le centre le plus redouté, où les tortures les plus effrayantes étaient monnaie courante, l'ESMA (Escuela mecanica del Armada). On peut trouver des informations précises à propos de l'ESMA sur le site Espacion Memoria: http://www.institutomemoria.org.ar/exccd/esma.html. Les deux religieux furent libérés cinq mois plus tard. C'est en 2010 que Pagina 12 commença son enquête sur le futur «François 1».

Mediapart
A l'encontre 15 mars 2013

Suite de la page (13)

comparaison du cardinal de l'Opus dei, Mgr Juan Luis Cipriani Thorne, il est vrai qu'il n'est pas difficile d'incarner l'ouverture parmi les papabili d'Amérique. Bergoglio semblait définitivement grillé. Quant à Rodriguez Maradiaga, son soutien au putsch droitier dans son pays fait qu'il soit plus difficile de le considérer comme un papabile "de gauche", ou du moins social. Ceux qui ont misé aujourd'hui sur Bergoglio, présenté un peu rapidement comme un nouveau Luciani (Jean Paul Ier) parce qu'il prenait les transports en commun et vivait simplement, habillé comme un prêtre de base et non comme un prince de l'Eglise, ont oublié que cet ancien provincial des jésuites combattait la ligne d'ouverture du maître général des jésuites le Père Arrupe. Une ligne d'ouverture et de soutien aux jésuites engagés dans la résistance aux dictatures latino-américaines. Et qu'il doit sa promotion épiscopale à cinquante ans, au soutien amical du cardinal Antonio Quarracino, son prédécesseur à Buenos Aires. Un ultra-conservateur. Promotion inattendue comme son élection sur le trône de Pierre le 13 mars.

Des pasteurs livrés aux loups

Cette affaire au sein de la Compagnie de Jésus témoigne de l'implication de l'Eglise d'Argentine avec le pouvoir militaire. Dans son livre « Iglesia y dictadura », édité en 1986, à l'époque où Bergoglio était encore un illustre inconnu en dehors de la sphère cléricale, Emilio Mignone décrit « la complicité sordide » de l'Eglise catholique avec la junte militaire grâce à laquelle les prélats ont laissé, avec leur bénédiction, aux militaires la « sale besogne de nettoyer la cour intérieure de l'Église ». En 1976 à l'occasion d'une rencontre qui réunissait les représentants de la Junte militaire, le président de l'époque de la Conférence Épiscopale d'Argentine et un vicaire militaire, Adolfo Servando Tortolo, il avait été décidé qu'avant d'arrêter un prêtre, les Forces Armées avertiraient l'évêque du lieu. Et Emilio Mignone d'ajouter qu'« en maintes occasions l'armée a reçu le feu vert des évêques ». Le 23 mai de 1976 une compagnie de l'Infanterie de Marine fit une descente dans le quartier de Bajo Flores ou résidait le prêtre Orlando Yorio. Il fut emmené de force et porté disparu pendant cinq mois. Une semaine auparavant l'archevêque (Juan Carlos) Aramburu lui avait retiré, sans explication ni motivations, ses obligations sacramentelles. Lors de son incarcération, le Père Yorio avait appris de la bouche de ses tortionnaires qu'il avait été dénoncé par son provincial qui était à l'époque Jorge Bergoglio. Emilio Mignone conclut son livre en se demandant « ce que retiendra l'histoire de ces bergers qui ont livré leurs brebis aux loups sans les défendre ».

Golias-news 14 mars 2013

Suite de la page (12)

morale, la force spirituelle, la force historique pour relancer la machine de la construction de la patrie que nous a laissée notre Commandant », a affirmé Maduro qui a reçu l'appui du PCV comme candidat pour les présidentielles du 14 avril.

Il a souligné qu'à travers le projet politique du président Hugo Chavez, toutes les luttes révolutionnaires ont pu être canalisées de façon grandiose et juste : « Au cours des siècles, les luttes révolutionnaires ont produit sacrifices et douleurs, et le PCV en est un exemple », a-t-il affirmé.

Il a rappelé que quand certains courants de la droite ont l'intention d'insulter quelqu'un acteur politique auquel il s'oppose, en le traitant de communiste, il répond : « Comme l'a dit le Christ : Dieu, pardonne-leur, car ils ne savent pas ce qu'ils disent et ce qu'ils font, car dire de quelqu'un qu'il est 'communiste', c'est dire qu'il est honnête, humble, transparent », a-t-il exprimé.

Il a insisté sur les actes historiques des dirigeants du PCV depuis sa fondation le 5 mars 1931 : « Quelqu'un peut-il vous reprocher la moindre chose ? Quelqu'un peut-il vous traiter de marchand de tapis, de voleurs, de profiteurs ? Quelqu'un peut-il dire des communistes qu'ils ont trahi la classe ouvrière où quoi que ce soit, ou qu'ils ont embrassé des causes contraires à celle de notre patrie ? », a-t-il demandé.

A ce sujet, il a souligné que les communistes vénézuéliens doivent se sentir fiers d'avoir une histoire quasi parfaite. Il a également annoncé qu'il avait proposé au PCV de s'intégrer à la Direction politico-militaire de la Révolution bolivarienne.

Le président en exercice Nicolas Maduro a exprimé son souhait que le peuple vénézuélien commémore chaque 5 mars l'héritage du leader de la révolution bolivarienne, Hugo Chavez : « Nous sommes d'accord pour commémorer ces années et ces décennies où cette homme était avec nous physiquement, mais qu'il continue à être parmi nous avec son esprit gardien de notre peuple, notre commandant aimé et éternel », a-t-il déclaré.

Il a rappelé que le PCV avait également été fondé un 5 mars (1931) par un groupe de jeunes révolutionnaires qui s'opposaient au gouvernement dictatorial de Juan Vicente Gomez.

Cette organisation politique « a été, est et sera un parti patriote et révolutionnaire de gens honnêtes et admirables ».

Article de Tribuna popular, organe du Parti communiste vénézuelien
Traduction JC
Solidarité Internationale
17 mars 2013

Suite de la page (7)

PIC avec l'espoir que sa condition s'améliorerait, dit-elle. Elle s'est trompée. « *Les conditions ne jouent pas en ma faveur* », explique-t-elle, mais elle ne sait quoi faire d'autre. C'est la situation de plusieurs milliers d'Haïtiens qui acceptent un salaire de 200 gourdes.

L'économiste haïtien Frédérick Gérald Chéry pense que le gouvernement haïtien a fait une mauvaise approche de la question du salaire minimum, et en mettant l'accent sur les usines d'assemblage, où les ouvriers touchent rarement plus que ça. En plus d'être insuffisant pour survivre, le professeur de l'Université d'État d'Haïti note qu'un salaire de 200 gourdes ne peut pas contribuer à la croissance d'autres secteurs dans l'économie. « Il faut calculer ce que l'ouvrier gagne et ce qu'il peut acheter avec. Ce qu'il peut acheter est le plus important. On ne doit pas fixer le salaire minimum en termes absolus, mais en termes de paniers de biens », note Chéry dans une interview à AKJ en novembre 2012. « On ne peut encourager un ouvrier à acheter du riz qui provient des États-Unis, ou de la République Dominicaine. Un salaire minimum, c'est pour acheter des produits locaux ».



Mère et fils, Gina Saint Louis, 50 ans, et Ghimps Saint Vil, 27 ans. Photo: Lafontaine Orvild/AKJ

Flora* qui attendait le bus pour rentrer chez elle au Cap-Haitien après une dure journée de travail, n'a pas caché son enthousiasme à l'idée de parler à un journaliste, en dépit de son air exténué.« *C'est Dieu qui t'a envoyé, j'avais besoin d'un journaliste pour raconter ce que nous subissons au parc* », dit-elle. « *On nous hurle dessus comme des bêtes. Les nourritures qui nous sont destinées sont mal préparées. On ne réserve que de l'eau chaude pour notre consommation. J'ai passé une journée à travailler sans un cache-nez. La poussière envahit mes narines*. »

Les commentaires des ouvriers ne contredisent pas un récent rapport de « Better Work », une agence du Bureau international du travail des Nations unies, qui a découvert que la moitié des 22 usines de sous-traitance dans la zone métropolitaine est « *en non-conformité* » par rapport aux conditions de travail. Seize des 22 usines n'ont pas de température « *acceptable* ».

Interrogé sur le salaire et les conditions de travail dans son usine à Caracol, un représentant de la SAE-A, contacté par courrier électronique, avoue respecter le code du travail haïtien. Nonobstant, lorsque AKJ a demandé de visiter l'usine, afin d'en savoir plus sur les conditions de travail, SAE-A ne l'a pas permis. Plus récemment, un syndicaliste a dit vouloir tenter de visiter l'usine pour explorer les conditions de travail des ouvriers, mais SAE-A lui en a interdit l'accès aussi.

L'investigation qu'a réalisée AKJ auprès des ouvriers de S & H Global à Caracol a dévoilé que sur l'échantillonnage de 15 ouvriers et ouvrières, 80 pourcent disent qu'ils ont réalisé que le salaire ne vaut pas la peine. « *Ce n'est pas la peine d'y travailler. Les superviseurs ne nous respectent pas. Ils ne nous considèrent pas comme des êtres humains. Ils nous frappent avec les vêtements* », témoigne Adeline.*

Commerçante dans le passé, Adeline dit qu'elle préfère reprendre son ancienne activité plutôt que de continuer à bosser dans ces conditions.

L'ex-ministre des Affaires Sociales reconnait que le salaire est bas dans une entrevue accordée à AKJ. Elle ne fait que répéter les mêmes justifications des propriétaires d'usines. « *Quelqu'un qui travaille dans [une usine] de sous-traitance, n'est pas quelqu'un qui deviendra riche du jour au lendemain* », d'après l'ex-ministre Josépha Raymond Gauthier, interviewée en novembre 2012. « *Mais celui qui ne travaille pas, n'a aucun espoir* ».

Sur le même sujet, le maire adjoint de Caracol, optimiste au départ, estime que le salaire et les conditions sont « *inacceptables* ». D'après Vilsaint Joseph, « *c'est une humiliation* ».

Le gouvernement haïtien promet éventuellement des bus gratuits aux ouvriers, et jure qu'un pourcentage d'entre eux trouvera un logement subventionné qu'il paiera à long terme. Dans le cadre des 120 millions $ US alloués, le gouvernement américain va dépenser plus de 31 millions $ US pour le projet de logements « EKAM ». Les 1.500 maisonnettes seront construites non loin du PIC pour accueillir les ouvriers et les familles déplacées de Caracol jugées « *vulnérables* », où les chefs de famille sont le plus souvent une personne âgée ou une femme. D'après le gouvernement US, chaque maison coûte 23.510 $ US.

Cependant, puisque seulement 750 sont prévues pour le moment, les ouvriers sont peu à pouvoir en bénéficier.

Un bon pari ?

Au total, pour l'installation du PIC, la centrale électrique, l'EKAM, les paiements aux agriculteurs et les autres dépenses, le gouvernement américain, la BID, le gouvernement haïtien et d'autres bailleurs ont déjà dépensé au moins 250 millions $ US. Toutefois, il n'y a aucune certitude que le pays et l'État haïtien auront beaucoup à gagner dans les années à venir.

Toutes les compagnies qui auront à s'installer au parc bénéficieront d'avantages fiscaux, ce qui voudrait dire peu de rentrée d'argent dans le trésor public. Les compagnies d'assemblages de vêtements auront des privilèges supplémentaires en vertu de la loi étasunienne HELP (« Haiti Economic Lift Program »), ceci, jusqu'à l'an 2020.

Il est vrai que le S&H Global emploie quelques 1.388 personnes. En plus, la firme promet d'embaucher 1.300 autres au cours de l'année 2013 et SAE-A construira une école dont elle assurera la subvention.

Mais pour établir ces emplois, la compagnie a dû fermer une usine au Guatemala, livrant ainsi; 1.200 ouvriers au chômage. Elle a quitté le Guatemala pour Haïti, parce que les « *offres* » salariales et d'autres bénéfices attendus en Haiti se révèlent plus alléchantes. Une fois que les avantages accordés par la loi HELP seront expirés en sept ans, SAE-A quittera-t-elle Haïti de la même façon?

Même avec les maigres résultats, pour le gouvernement et les autres acteurs, le PIC est un bon « *pari* ». Dans ses documents, la BID assure que le parc amènera Haïti sur un « *chemin qui va vers la croissance économique* ».

Lors d'une interview avec le « New York Times » en 2012, José Agustín Aguerre, directeur du programme BID en Haïti, a reconnu que « *Créer une industrie de sous-traitance d'assemblage de vêtements est une option que tout le monde essaie d'éviter* ». Il considère cette option, « *comme un dernier recours* ». Cependant, il a attiré l'attention sur le fait que c'est une « *bonne opportunité* » bien que le « *salaire soit bas* ».

« *Oui, demain, les compagnies pourraient partir, ayant trouvé mieux ailleurs. Mais tout le monde pensait que le pari valait la peine* », ajoute Aguerre.

L'économiste Frédérick Gérald Chéry a fait une toute autre analyse.

Suite à la page (19)

Hugo Chavez repose désormais dans le berceau de luttes sociales du 23 de Enero



Nicolas Maduro s'est engagé à remporter l'élection présidentielle du 14 avril, lors de cette ultime cérémonie d'hommage à Hugo Chavez où étaient présents le président bolivien Evo Morales, la famille d'Hugo Chavez ainsi que les membres du gouvernement et le haut commandement des forces armées

Par Cathy Ceïbe

Hugo Chavez repose désormais dans le quartier populaire et berceau de luttes sociales du 23 de Enero, au sein de la Caserne de la Montagne, là où le leader de la révolution bolivarienne avait lancé, en 1992, la rébellion civico-militaire.

«Aujourd'hui, nous initions la marche sans votre présence, mais avec vous, devant ». C'est le « hasta siempre » qu'a prononcé, vendredi,

Suite à la page (18)

Venezuela : Hugo Chavez repose parmi les siens



Au pied de la caserne de la Montagne, un monument rappelle la journée du 4 février 1992, fruit, selon Hugo Chavez, « de la prise de conscience collective qui a permis aux Vénézuéliens de se convaincre de l'énorme force souveraine qu'ils détiennent »

Par Cathy Ceïbe

La dépouille du « Comandante » a été acheminée vendredi vers la caserne de la Montagne, symbole de la rébellion civico-militaire de 1992, au cœur d'un quartier populaire, bastion des luttes et du processus bolivarien.

Le président défunt Hugo Chavez revient, «chez lui», dans le quartier populaire du 23 de Enero (23 janvier). C'est là, dans ce barrio de 100 000 habitants du nord-ouest de Caracas, que le 4 février 1992, le Comandante lança une insurrection civilo-militaire pour libérer un Venezuela soumis aux diktats du FMI par une oligarchie raciste et obéissante. Il reposera dans le musée de la Révolution, ex-caserne de la Montagne, aux côtés de fresques symboles de subversion et de luttes avec les représentations du Che, de Lénine, de Karl Marx, ou encore d'Alexis Vive, ce jeune du quartier, tué en avril 2002 en défendant le nouveau processus bolivarien, victime d'un coup d'État orchestré par le patronat et la droite.

La dépouille d'Hugo Chavez a été transférée hier de l'école militaire, où des milliers de Vénézuéliens continuent de rendre hommage au président décédé, il y a dix jours, jusque dans ce quartier vivier des luttes et dont le nom vient de la date de la chute du dictateur Marcos Perez Jimenez, en 1958. On s'attend à ce qu'une nouvelle déferlante humaine accompagne le cortège funèbre à travers la capitale où les chefs d'État bolivien et équatorien, Evo Morales et Rafael Correa, ont annoncé leur présence.

« Un chef d'État qui va reposer dans un quartier populaire, c'est en

Suite à la page (18)

La CIA envisage l'utilisation de drones en Syrie

Le Centre de Contre terrorisme qui gère le plan secret d'exécutions avec des avions téléguidés (drones) mené par la CIA, notamment au Pakistan et au Yémen, vient de mettre en place un groupe de spécialistes chargés de collecter des renseignements « sur des islamistes radicaux en Syrie », a annoncé le journal Los Angeles Times dans son édition du 15 mars 2013 [1].

Ce quotidien cite comme source des responsables US « actuels et anciens » qui indiquent qu'il s'agit d'un pas vers d'éventuelles « frappes létales avec des drones » en Syrie. Selon le Los Angeles Times, le travail de ce groupe de spécialistes « inclut la collecte de renseignements sur des extrémistes islamiques » et son but serait de « protéger les Etats-Unis et leurs alliés » face à la recrudescence de la violence en Syrie.

Il faut noter que les auteurs de cet article ne se demandent à aucun moment ce qui empêcherait cette équipe de la CIA de recueillir des renseignements permettant à Washington de cibler des dirigeants du régime syrien, voire le président Bachar al-Assad lui-même.

Le Los Angeles Times, pas plus que l'AFP dans la dépêche [2] où elle reprend cette révélation, ne se demande pas non plus de quel droit une agence états-unienne irait « liquider » qui que ce soit sur le sol d'un pays tiers.

Enfin, le nouveau directeur de la CIA, John O. Brennan, étant lui-même un critique de la manière dont les Etats-Unis encouragèrent l'émergence d'Al-Qaeda comme moyen de lutter contre la présence soviétique en Afghanistan dans les années 1980, la révélation du Los Angeles Times semble venir confirmer l'hypothèse émise dès novembre 2012 par Thierry Meyssan sur l'éventuelle liquidation des « jihadistes qui travaillèrent pour l'Agence » [3] mais devenus aujourd'hui trop encombrants.

Notes

[1] « CIA begins sizing up Islamic extremists in Syria for drone strikes », par Ken Dilanian and Brian Bennet, Los Angeles Times, 15 mars 2013.

[2] « Syrie : la CIA envisage de liquider des islamistes radicaux de l'opposition », par Francisco Leong, AFP, 15 mars 2013.

[3] « Obama II : la purge et le pacte », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 27 novembre 2012.

Réseau Voltaire 18 mars 2013

Obama en Terre sainte et... hostile



De gauche à droite Benjamin Netanyahu, Barack Obama et Mahmoud Abbas

Le président américain visitera à partir de mercredi Israël et la Palestine. Vingt ans après les accords d'Oslo et quatre ans après son discours du Caire, le processus de paix est au point mort

Jérusalem va prendre pendant trois jours des allures de ville sainte assiégée. Pas moins de 10.000 policiers, sans compter les centaines d'agents des services secrets israéliens et américains, vont être mobilisés pour assurer la sécurité de Barack Obama. «Une opération sans précédent par son ampleur», selon un porte-parole de la police, qui redoute des tentatives d'attentat de la part de «terroristes palestiniens» ou des provocations «d'extrémistes israéliens». Le président américain a en effet une image peu favorable aux yeux des Israéliens. Selon un sondage publié vendredi, 33 % seulement des Israéliens estiment qu'il a une attitude favorable envers Israël. Quelque 17 % des personnes interrogées admettent même éprouver de la «haine» envers lui. De nombreux Israéliens lui reprochent d'avoir penché «du côté arabe» durant son premier mandat.

Par précaution, les services de sécurité israéliens et américains ont procédé à une simulation d'évacuation d'urgence de Barack Obama de sa chambre de l'hôtel King David, situé dans le centre de Jérusalem, à l'aide d'une immense grue qui pourra permettre de faire sortir le président en cas de malaise, de tentative d'assassinat ou d'explosion. Un goûteur professionnel membre des services secrets américains devra également exercer ses talents sur tous les plats de crainte d'une tentative d'empoisonnement. Des agents du Shin Bet, le service de sécurité intérieure israélien, seront également présents dans les cuisines.

Pas de Mur des lamentations

Barack Obama suscite malgré tout une grande curiosité. Les places pour les réceptions en son honneur sont âprement convoitées. 5.000 étudiants se sont ainsi disputés les 300 places pour venir écouter son discours au Palais des nations de Jérusalem. Pour les départager, il a fallu procéder à un tirage au sort.

Les autorités israéliennes ont également eu une délicate attention : au cours du dîner de gala organisé par le président Shimon Peres, Barack Obama aura droit à la compagnie de la première Miss Israël noire. D'origine éthiopienne, Yityish Aynaw, 21 ans, a été élue en février. C'est une fan de Martin Luther King.

Si le président des États-Unis entend illustrer l'alliance indéfectible de l'Amérique avec Israël en visitant dès son arrivée une batterie de défense antimissile, comparable à celles qui défendent les villes à portée de roquette de Gaza, il a choisi de rester distant sur un certain nombre de symboles. Au grand dam des religieux, il ne se rendra pas au Mur des lamentations.

Suite à la page (18)

Suite de la page (17)
soi tout un symbole », s'exclame Gustavo Borges, journaliste d'un média alternatif du quartier. « Tout le monde s'accorde à dire que le processus bolivarien a débuté lors du soulèvement du 4 février, ici, dans un berceau de révolte, rappelle ce militant de longue date. Le rédempteur des pauvres reste auprès des pauvres », en attendant que l'Assemblée nationale décide de le transférer au panthéon. La décision, qui doit être ratifiée par référendum, reste suspendue, en raison de l'élection présidentielle du 14 avril. « Nicolas Maduro poursuivra les missions qui nous ont sortis de la misère »

Les drapeaux et autres affiches du Comandante sont autant de signes ostentatoires de sa popularité, et de l'engagement de ce quartier. Dans sa minuscule échoppe, Annie Caballero déclare, sans ambages, qu'elle votera pour Nicolas Maduro, président intérimaire et candidat du Parti socialiste unifié du Venezuela (Psuv). « Il poursuivra les missions (programmes sociaux) qui nous ont sortis de la misère », affirme cette Afro-Vénézuélienne qui précise qu'hier encore l'accès à « l'éducation, la santé, le sport étaient des rêves inaccessibles pour les pauvres ».

À l'entrée de la Maison populaire Freddy-Parra, siège de la coordination Simon-Bolivar, et de la radio communautaire Son du 23, un peintre pose la touche finale à une nouvelle fresque: Hugo Chavez, béret rouge et habit militaire, fusil en joue, côtoie désormais son maître à penser, le Libertador, Simon Bolivar. « Le Comandante a ressorti la bannière de la lutte de classes, et du socialisme, alors que depuis la chute du mur de Berlin plus personne n'osait le faire », affirme Juan Contreras, journaliste et animateur de ce collectif. « Cette lutte est toujours d'actualité », poursuit-il, dans un pays polarisé entre « un peuple, patriote et chaviste, qui a conscience du rôle historique qu'il joue dans ce processus démocratique et participatif et une oligarchie rance, représentative du pouvoir financier, et à l'origine d'un coup d'État, d'un lock-out pétrolier et qui continue de conspirer ».

L'affrontement ne connaîtra pas de trêve, même si, reconnaît Gustavo Borges, « l'approfondissement de la révolution dépendra du degré de conflictualité ». Elle a été la norme ces quatorze dernières années, et les actuelles passes d'armes entre les candidats Henrique Capriles, de la Table d'unité démocratique (MUD, coalition droitière), et Nicolas Maduro, donné grand favori, le confirment. Le gouverneur de l'État de Miranda a même été contraint de présenter des excuses tant ses accusations sur de prétendus mensonges d'État visant à dissimuler les circonstances de la mort de Chavez ont choqué.

« Les mythes de l'opposition tombent l'un après l'autre », considère Gustavo Borges. Le premier, soutient-il, est le dénigrement de la popularité du leader défunt. « La droite a toujours dit que les gens étaient payés pour participer aux mobilisations chavistes, explique-t-il. Qui peut croire qu'on a distribué de l'argent aux millions de Vénézuéliens qui font la queue sur l'avenue des libérateurs? » Le second argument asséné par l'opposition est que ce processus ne survivrait pas à son mentor. « Lors des élections des gouverneurs en décembre, Chavez était à Cuba pour se faire soigner. Il n'est jamais intervenu, et nous avons remporté vingt États (sur vingt-trois – NDLR), en regagnant des bastions de l'opposition. »

La campagne est désormais lancée. Nicolas Maduro se pose en garant de la poursuite de la révolution bolivarienne, avec pour cap le programme pour la patrie 2013-2019, élaboré lors de la dernière présidentielle. Henrique Capriles a, lui, exigé, sans rire, des chavistes qu'ils cessent toute référence à Chavez.

« Ce programme patriote nous permettra de tendre vers le socialisme qui n'existe pas encore aujourd'hui », précise le journaliste Juan Contreras. Selon lui, la participation citoyenne et populaire sera essentielle. Et d'évoquer le cadre « d'un État communal, l'addition de conseils communaux favorisant la mise en place de politiques publiques, décidées en bas avec le peuple ».

Au pied de la caserne de la Montagne, un monument rappelle la journée du 4 février 1992, fruit, selon Hugo Chavez, « de la prise de conscience collective qui a permis aux Vénézuéliens de se convaincre de l'énorme force souveraine qu'ils détiennent ».

« Un chef d'État qui va reposer dans un quartier populaire, c'est en soi tout un symbole »

L'Humanité 15 Mars 2013

Suite de la page (17) Chavez....

à Caracas, le président intérimaire du Venezuela, Nicolas Maduro devant la dépouille d'Hugo Chavez. Le défunt président reposera désormais dans le quartier populaire et berceau de luttes sociales du 23 de Enero, au sein de la Caserne de la Montagne, là où le leader de la révolution bolivarienne avait lancé, en 1992, une rébellion civico-militaire. Nicolas Maduro s'est engagé à remporter l'élection présidentielle du 14 avril, lors de cette ultime cérémonie d'hommage, où étaient présents le président bolivien Evo Morales, la famille d'Hugo Chavez ainsi que les membres du gouvernement et le haut commandement des forces armées qui a lui aussi renouvelé son engagement en faveur du processus de transformation politique.

A l'extérieur, une multitude de sympathisants étaient présents pour dire adieu à leur « Comandante ». Très tôt dans la journée, en familles ou entre amis, des milliers de Vénézuéliens se sont pressés aux abords du parcours emprunté par le convoi funéraire. Lorena est venue avec ses voisins pour saluer « la mémoire du leader président qui a tout donné aux pauvres ». « On tardera encore deux cents ans avant d'avoir un autre libertador », déclare-t-elle, en référence à Simon Bolivar, la figure de l'indépendance du Venezuela. Comme Lorena, les partisans de la révolution bolivarienne ont désormais les yeux tournés vers le 14 avril, convaincus de « la victoire de Maduro garant de l'héritage de Chavez ». Cet héritage se décline en avancées sociales. Dans la manifestation qui a envahi l'autoroute qui mène au 23 de Enero, David Chaiuro porte une pancarte qu'il a confectionnée avec ses camarades de la Mission Sucre (programme social éducatif). On peut y voir des photos et des coupures d'articles des différentes missions mises en place ces 14 dernières années dans les domaines de la santé, l'éducation, le logement le sport, l'alimentation... « Chavez nous a enseigné les valeurs et l'identité du Venezuela, estime David Chaiuro. Voter Maduro, c'est protéger les acquis sociaux mais aussi approfondir la révolution ».

Au 23 de Enero, les Vénézuéliens peuvent dorénavant se recueillir devant le tombeau d'Hugo Chavez qui finalement ne sera pas embaumé, mettant ainsi un terme à des polémiques entretenues surtout à l'étranger. De fait, l'après Chavez a déjà commencé. « Nous avons conscience que nous avons perdu un grand leader mais la lutte continue car le pays est conscient, adulte », assure Raul, un militant du Parti socialiste Unifié du Venezuela (PSUV) qui est déjà en ordre pour livrer la nouvelle bataille du 14 avril.

L'Humanité 17 Mars 2013

Suite de la page (17) Obama...

Quitte à froisser également les nouveaux députés élus en janvier, et notamment ceux du parti des colons, qui viennent de s'emparer cette semaine de cinq ministères au sein du cabinet Netanyahou, il ne prononcera pas de discours à la Knesset. Il a choisi en revanche de s'adresser directement à l'opinion publique israélienne, singulièrement à la jeunesse de l'État hébreu, qui s'est portée massivement sur le candidat laïque Yaïr Lapid, devenu l'autre partenaire essentiel du Premier ministre au sein de la nouvelle coalition. Pour illustrer également son soutien aux minorités chrétiennes menacées par les islamismes régionaux, il ira se recueillir en Palestine à la basilique de la Nativité, à Bethléem, récemment inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco. Comme s'il pardonnait à l›Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas son combat pour que la Palestine soit reconnue comme État au sein de cette organisation onusienne.

«On ne lui fait plus confiance»

Comment sera-t-il accueilli à Ramallah? Pas forcément dans l'euphorie. Sur la route qui mène du check-point de Qalandia au centre-ville de Ramallah, des affiches se succèdent, toutes les mêmes. On y voit le visage de Barack Obama devant un drapeau américain et cette phrase : «Président Obama, pas la peine de venir avec votre smartphone à Ramallah, nous n'avons pas la 3G en Palestine.» Ces pancartes sont l'œuvre d'un artiste palestinien de 30 ans, Mahir Alawneh, pour qui «c'est un moyen de faire passer un message au président américain, de lui dire que les Palestiniens sont privés de certains droits».

Quatre ans après son discours prometteur du Caire, les espoirs sont déçus et les frustrations sont grandes. «On ne lui fait plus confiance, explique Yousra Abu Sharifa, professeure à l'université de Naplouse. Depuis son arrivée au pouvoir, Obama n'a fait que soutenir Israël politiquement et financièrement, et son silence sur l'expansion des colonies israéliennes est écœurant.» Un groupe de jeunes Palestiniens a même appelé à manifester contre sa venue. «Cette visite ne va rien apporter de bon pour les Palestiniens, c'est juste pour mettre la pression sur l'Autorité palestinienne pour qu'elle retourne à la table des négociations selon les termes d'Israël», se désole Yasmine Saleh, membre du collectif Palestiniens pour la dignité, qui a prévu d'agiter des drapeaux noirs et de lâcher des ballons de la même couleur à l'arrivée du président américain à Ramallah, prévue ce jeudi.

Comme Yasmine, ils sont nombreux à penser qu'Obama a plus à cœur d'améliorer ses relations houleuses avec le Premier ministre israélien que de chercher à relancer le processus de paix, au point mort depuis septembre 2010. D'ailleurs, le secrétaire d'État américain, John Kerry, a prévenu fin février que Barack Obama venait surtout pour écouter. Ce qui fait rire Ali Ayad, un habitant d'Abu Dis, près de Jérusalem-Est : «Nous aurons de beaux discours mais aucune action concrète. Les résolutions de l'ONU, le Conseil de sécurité, les discours d'Obama, tout ça c'est bon pour les archives!»

François Clemenceau, Christian Brunel à Jérusalem, Émilie Baujard à Ramallah pour Le Journal du Dimanche 16 mars 2013

Chavez pour toujours!

Ndlr. Cette semaine, la rédaction du journal entame une rubrique spéciale, «¡Hasta siempre Comandante !», destinée à garder vivante la mémoire de l'immortel leader internationaliste Hugo Rafael Chávez Frías, révolutionnaire intègre, socialiste déterminé, homme de vigie à l'œil de lynx qui a su contourner les écueils placés sur la grande étendue océane des peuples opprimés par un empire de plus en plus agressif, désinvolte, irrespectueux des lois et des normes internationales. [F.L]

« Si vous voulez savoir qui était Chávez, regardez qui pleure sa disparition, et regardez ceux qui s'en réjouissent, là vous aurez votre réponse ! »

Fidel Castro

Le socialisme de Chávez vivra

Adieu Comandante notre frère
guide et ami



Hugo Chávez Frías

Camarade de rêves et d'idéaux
exaltants
Sur ta sépulture le peuple a déposé
Des roses rouges de tendresse
et d'amour filial
Fleurs humides des pleurs de
toute une nation
Et de tout un continent orphelins
de ta présence

Tu es parti tôt trop tôt
Auréolé de l'amour de ton peuple
Des peuples de notre Amérique endolorie
Tu es parti en pleine gloire
En pleine jeunesse
En plein essor révolutionnaire

Mais tu nous as laissé en héritage
Ton courage ta force de persuasion
Ton enthousiasme ta pureté
révolutionnaire
Ta vision d'un monde d'équilibre
Sans pouvoir impérial
Sans pouvoir hégémonique

Tu nous a laissé ton sourire ta voix
Ta spontanéité ton sens du partage
Ta volonté inébranlable de forger
Un peuple nouveau à l'ombre de Bolívar
Une Amérique latine-indigène
nouvelle
Partout des hommes nouveaux

Notre serment de fidélité
A l'œuvre déjà commencée
Ne sera jamais prise en défaut
Dors tranquille fier et heureux
Haute et fière flottera le drapeau du socialisme
¡Hasta siempre Comandante !

Frantz Latour

Suite de la page (16)

Il juge que se hâter de mettre en place des usines d'assemblage, sans un plan global, sans un débat au niveau national, est une erreur. « *Au lieu de voir l'industrie textile comme un emprunt à l'économie, on le voit comme un apport, ce qui ne peut l'être, car le salaire est relativement faible, de plus, nous ne disposons pas de toutes une série d'intrants de production* », explique-t-il. « Ce n'est pas nous qui découpons les vêtements, qui faisons le design, en plus, nous n'avons pas une économie d'échelle. Si cela continue ainsi, il se pourrait que cela débouche sur une catastrophe ».

Cette façon de privilégier le PIC au détriment de l'agriculture préoccupe l'économiste : « *Si on ne développe pas en parallèle l'agriculture, le paysan sera perdant.* »

Le PIC n'est pas le premier grand projet implémenté avec beaucoup de promesses dans la région du Nord. La Plantation Dauphin a été établie en 1927 sur 10.000 hectares de terres plantées en sisal qui a été utilisé dans la production de cordes à l'époque de la deuxième guerre mondiale.

Durant toute une époque, la plantation qui était aux mains des capitalistes américains, était la plus grande pourvoyeuse d'emplois. Toutefois, pour cultiver le sisal, des milliers de paysans ont été expropriés de leurs terres. Ce qui a créé une dépendance par rapport à la zone de l'industrie du sisal.

La baisse des prix au niveau international a occasionné le départ des investisseurs qui ont laissé la zone jadis plantée de sisal dans une pauvreté extrême. Jusqu'à nos jours, les séquelles y sont encore puisque les terres cultivées en sisal deviennent de moins en moins fertiles.

Parlant des villages qui dépendaient de la plantation Dauphin, l'agriculteur Castin Milostène se souvient : « Aujourd'hui, si l'on prend le cas de Derac, Collette et Phaeton, n'était-ce la MINUSTAH et le Programme Alimentaire Mondiale, ces gens-là, seraient déjà morts de faim ».

Le Parc Industriel de Caracol (PIC) en chiffres

Coût approximatif pour lancer le PIC – plus de 250 millions $ US

Origine du financement – le gouvernement des Etats-unis : 124 millions $ US, la Banque Interaméricaine du Développent : 55 millions $ US, la SAE-A (compagnie textile coréenne) : 78 millions $ US. Nombre d'emplois éventuels dans le PIC, d'après divers acteurs – 37,000, ou 40,000, ou 65,000…

Nombre d'emplois actuels dans le PIC [janvier 2013] 1.388, incluant 24 agents de sécurité –

Nombre d'agriculteurs déplacés de l'habitation Chabert et autres terres [250 hectares au total] pour laisser la place au PIC – 366 familles. Nombre de produits agricoles (maïs, manioc, banane, haricot noir) autrefois produits sur ces 250 hectares : 1.400 tonnes métriques à chaque récolte.

Valeur de ces produits : 807.638 $ US (chaque récolte). Coût approximatif pour l'indemnisation et la relocalisation éventuelle des agriculteurs – plus de 4.6 millions U$ US

Quantité d'argent qui doit être payé, par hectare, pour chaque récolte perdue – 2.450 $ US. Quantité de terres autrefois cultivées par chacun des agriculteurs, en moyenne – 0.68 hectare. Somme reçue par chaque agriculteur pour chaque récolte perdu, en moyenne – 1.666 $ US. Quantités de nouvelles maisons promises pour la région par divers acteurs – « jusqu'à 5.000 ». Quantité en construction (janvier 2013) dans le site EKAM, financé par le gouvernement des Etats-unis – 750

Somme dépensée par le gouvernement des Etats-unis pour préparer le site EKAM, qui recevra 1.500 maisonnettes et qui aura des écoles et autres infrastructures – 13.724.975 $ US, ou 9.150 par chaque maisonnette (pour chacune des 1.500 familles)

Somme dépensée par le gouvernement des Etats-unis pour 750 maisonnettes qui seront construites par une firme américaine, Thor Construction – 17 632 839 $ US ou 23.510 $ US pour chaque maisonnette

Sources des chiffres : UTE, BID, gouvernement des Etats-unis, http://www.usaspending.gov

† NB - Les journalistes d'AKJ et de nombreux autres médias se sont vu refusés l'accès à l'inauguration parce qu'ils ne figuraient pas sur une liste établie par Wellcom-Haïti, une compagnie de consultation privée située dans la capitale.

NB - AKJ a décidé de dissimuler l'identité des noms des ouvrières et ouvriers pour les protéger contre toutes éventuelles représailles.

Caracol et Port-au-Prince, 7 mars 2013

Ayiti Kale Je est en partenariat entre ***Alter-Presse****, la* ***Société pour l'Animation de la Communication Sociale (SAKS)****, le Réseau des Femmes Animatrices des Radios Communautaires Haïtiennes (REFRAKA), les radios communautaires et des étudiants de la Faculté des Sciences Humaines/Université d'Etat d'Haïti.*

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

ADOPTION
ADOPT - Happily married couple wishes to adopt! We promise unconditional love, learning, laughter, wonderful neighborhood, extended family. Expenses paid. (Se habla español.) www.DonaldAndEsther.com. 1-800-965-5617

APARTMENTS FOR RENT
Studio.... $800
1 Bed..... $1000
2 Bed..... $1200
3 Bed..... $1400
MAXX REAL ESTATE CORP.
Call 718-576-6601 for more info.

APARTMENTS FOR RENT
Studio.... $800
1 Bed..... $1000
2 Bed..... $1200
3 Bed..... $1400
SUN PIE GROUP REALTY
Phone: (646) 594-0028

AUCTIONS
AUCTION CHEMUNG COUNTY REAL PROPERTY TAX FORECLOSURES- 150+ Properties. March 27 @11AM. Holiday Inn, Elmira, NY. 800-243-0061 HAR, Inc. & AAR, Inc. Free brochure: www.NYSAUCTIONS.com

BUSINESS OPPORTUNITY
Riverside Hotel and Bowling Center For Sale- Located in the Olympic Region of the Adirondacks, 8- Lane Brunswick center, cosmic bowling and sound system, Qubica auto scoring & AMF SPC synthetic lanes installed 6 years ago, established leagues with 37 year annual tournament, turn key operation with many improvements - $300,000 – www.riversidebowlinglanes.com – (800) 982-3747

CAREER TRAINING
VETERANS CAREER TRAINING- Use post 9/11 GI benefits to become professional tractor trailer driver. National Tractor Trailer School, Liverpool/Buffalo NY branch www.ntts.edu 800-243-9300 Consumer Information: www.ntts.edu/programs/disclosures

FOR SALE
Pinelawn Cemetery Family Plot for 8* Greenlawn Division Section. 30 *4 Graves x2 Interments. Asking $14,000(over 20% savings) 347-680-2060.

HEALTH
BUY REAL VIAGRA, Cialis, Levitra, Staxyn, Propecia & more... FDA- Approved, U.S.A. Pharmacies. Next day delivery avaiable. Order online or by phone at viamedic.com, 800-467-0295

HELP WANTED
IMMEDITATE INTERVIEWS! Sales on behalf of VERIZON FIOS. No experience necessary. Training provided. Must have reliable transportation! Positions in Farmingdale and East Meadow Call 866-665-9379.

HELP WANTED
IMMEDIATE! News Editor/Reporter, North Shore of Suffolk County. Award Winning Weekly Newspaper Group. Email resume and clips to: rshapiro@tbrnewspapers.com or call Johness @ 631-751-7744

HELP WANTED
HOME HEALTH AIDES: Immediate Work! Free Training-Nassau/Suffolk. Sign-on Bonus, Paid Vacation, Paid In- Service, Direct Deposit...Nassau 516-681-2300, Queens 718-429-6565, Suffolk 631-654-0789, Bronx 718-741- 9535

HELP WANTED
AIRLINES ARE HIRING –Train for hands on Aviation Career. FAA approved program. Financial aid if qualified -Job placement assistance. CALL Aviation Institute of Maintenance 866-296-7093

HOME IMPROVEMENT
HAS YOUR BUILDING SHIFTED OR SETTLED? Contact Woodford Brothers Inc, for straightening, leveling, foundation and wood frame repairs at 1-800-OLD-BARN. www.woodfordbros.com.Suffolk Cty~ License #41959-H Nassau Cty~ License #H18G7160000

LAWN AND GARDEN
Privacy Hedges- SPRING Blowout Sale! 6' Arborvitae (cedar) Reg. $129 Now $59. Beautiful, Bushy Nursery Grown. FREE Installation/ FREE Delivery! 518-536-1367. www.lowcosttrees.com Limited Supply!

LAND FOR SALE
REPOS, SHORT SALES, BANKRUPT FARMS! SPRING LIQUIDATION! MARCH 23rd! 5 acres -$12,900. 10 acres -$19,900. 30 acres -$39,900. Southern upstate NY! Terms available! Call or click. (888) 905-8847. newyorklandandlakes.com

LEGAL
REAL ESTATE CLOSINGS $975.00 Expd Attorney. Free Buy/Sell Guide. TRAFFIC /CRIMINAL/ESTATES Richard H. Lovell, P.C., 10748 Cross Bay, Ozone Park, NY 11417 718 835-9300. LovellLawnewyork@gmail.com

MISCELLANEOUS
ATTEND COLLEGE ONLINE from home. *Medical, *Business, *Criminal Justice, *Hospitality, Job placement assistance. Computer available. Financial Aid if qualified. SCHEV Authorized. Call 888-201-8657 www.CenturaOnline.com

NOTICE OF SALE
SUPREME COURT: KINGS COUNTY. VNB NEW YORK CORP., Pltf. vs. 655 MCDONOUGH ST. REALTY LLC; et al, Defts. Index #15533/2009. Pursuant to judgment of foreclosure and sale and the addendum thereto dated Dec. 7, 2012 and entered Jan. 8, 2013, I will sell at public auction in Room 224 of the Kings County Supreme Court, 360 Adams St., Brooklyn, NY on Thursday, Apr. 18, 2013 at 2:30 p.m., prem. k/a 655 McDonough St., Brooklyn, NY a/k/a 655 MacDonough St., Brooklyn, NY, a/k/a Block 1497, Lot 72. Said property located at a point on the northerly side of McDonough St. distant 25 ft. easterly from the corner formed by the intersection of the northerly side of McDonough St. with the easterly side of Howard Avenue; being a plot 100 ft. x 25 ft. Approx. amt. of judgment is $846,247.05 plus costs and interest. Sold subject to terms and conditions of filed judgment and terms of sale. JULIE CLARK, Referee. CULLEN AND DYKMAN LLP, Attys. for Pltf., 44 Wall St., 19th Floor, New York, NY. #82371

REAL ESTATE
Sebastian, Florida
Affordable custom factory constructed homes $45,900+, Friendly community, No Real Estate or State Income Taxes ,minutes to Atlantic Ocean. 772-581-0080, www.beach-cove.com. Limited seasonal rentals

VACATION RENTALS
OCEAN CITY, MARYLAND. Best selection of affordable rentals. Full/ partial weeks. Call for FREE brochure. Open daily. Holiday Real Estate. 1-800-638-2102. Online reservations: www.holidayoc.com

WANTED
CASH for Coins! Buying ALL Gold & Silver. Also Stamps & Paper Money, Entire Collections, Estates. Travel to your home. Call Marc in NYC 1-800-959-3419

Grand Dîner de Solidarité

Avec

Haiti Liberté

Samedi 27 Avril 2013, au Lady of Miracle's Auditorium
Situé au 741 East 86th Street Brooklyn, NY
entre Glenwood et Flatland Aves
De 9h du soir à 3h du matin

Animation : Rétro Band

Vous êtes tous invités à venir nous soutenir par votre participation, particulièrement tous ceux là touchés par l'ampleur de notre travail et qui sont conscients des difficultés que nous éprouvons à faire paraître ce journal d'indéfectible défense du peuple haïtien.

Samedi 27 Avril 2013, au Lady of Miracle's Auditorium

Donation : $50.00 par personne, à la porte $60.00

Information : 718-421-0162



